



**RÉGION
AUVERGNE- RHÔNE-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 84-2026-094

PUBLIÉ LE 29 AVRIL 2026

Sommaire

38_REC_Rectorat de l'Académie de Grenoble / Division des examens et concours

84-2026-04-21-00014 - Arrêté n ° DECPVP/XIII/26/64 relatif au jury de délibérations de certaines spécialités du certificat d'aptitude professionnelle et de certificat de spécialisation session d'examen 2026 (3 pages)

Page 4

84-2026-04-21-00015 - Arrêté n ° DECPVP/XIII/26/65 relatif au jury de délibérations de certaines spécialités du certificat d'aptitude professionnelle session d'examen 2026 (2 pages)

Page 7

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'autonomie planification

84-2026-04-28-00018 - Arrêté ARS n°2026-14-0045 et départemental portant création d'un centre de ressources territorial (CRT) pour les personnes âgées au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « EHPAD du CH de Moulins-Yzeure » situé à MOULINS (03000). (4 pages)

Page 9

84-2026-04-28-00019 - Arrêté conjoint ARS N°2026-14-0051 et Président du Conseil départemental du Rhône N°ARCD-DAA-2026-0069 portant modification de l'arrêté conjoint ARS n°2025-14-0692 et départemental n°ARCD-DAA-2025-0180 du 20 janvier 2026 portant autorisation d'un service autonomie à domicile aide et soins (SAD Aide et Soins - SAAS) « SAD AIVAD Aide et soins Rhône» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720) par regroupement des autorisations du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Meyzieu » situé à MEYZIEU (69330) et du service d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD) « Aide et soins de l'Est lyonnais» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720), suite à erreur matérielle. (4 pages)

Page 13

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins pilotage

84-2026-04-28-00020 - erreur materielle dans arrete rochemaure (1 page)

Page 17

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins régulation

84-2026-04-27-00007 - Arrêté n° 2026-17- 0327 Portant désignation de madame Valérie MADET, directrice d'établissement sanitaire, social et médi-co-social, directrice de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « La Charmille » du Montet (03) pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD de Hérisson (03) (2 pages)

Page 18

84-2026-04-27-00005 - Arrêté n° 2026-17-0323 Mettant fin à l'intérim des fonctions de direction des établissements d'hébergement pour per-sonnes âgées dépendantes (EHPAD) d'Arlanc et de Viverols (63) de monsieur Julien BLOT, directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social, directeur de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Mille sourires » et de l'organisation publique d'établissement réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63). (2 pages) Page 20

84-2026-04-27-00006 - Arrêté n° 2026-17-0324 Portant désignation de madame Marion BOUGRAS, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépen-dantes (EHPAD) « Mille sourire » et l'organisation publique d'établissements réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63) pour assurer l'intérim des fonctions de direction des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63). (2 pages) Page 22

84-2026-04-28-00017 - Arrêté n° 2026-17-0329 Portant désignation de monsieur Vincent PEGEOT, directeur d'hôpital, directeur des « Hôpitaux Drôme Nord » à Romans-sur-Isère (26) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « La Matinière » à Saint Jean-en-Royans (26) pour assurer l'intérim des fonc-tions de direction du centre hospitalier de Privas (07) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Résidence Yves Perrin » de Chomérac (07). (2 pages) Page 24

84-2026-04-03-00014 - Arrêté n°2026-17-0172 portant composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de La Tour du Pin (Isère) (3 pages) Page 26

84-2026-04-24-00005 - Arrêté n°2026-17-0322 portant composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de Moulins Yzeure (Allier) (3 pages) Page 29

84_DRAC_Direction régionale des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes / Direction

84-2026-04-03-00015 - Arrêté inter-préfectoral plan gestion du bien culturel inscrit au patrimoine mondial n° 868 - Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France (21 pages) Page 32

84_DRSP_Direction régionale des services pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes / Service du droit pénitentiaire

84-2026-04-29-00001 - Subdélégation DI 29 avril 2026, DISP AURA (7 pages) Page 53

84_MNC_Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale (antenne interrégionale de Lyon) /

84-2026-04-28-00016 - Arrêté n°60 - 202 du 28 avril 2026^{??} portant nomination des membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Ain (5 pages) Page 60

Pôle de la voie professionnelle
Réf N°DECPVP/XIII/26/64
Affaire suivie par : Christine Aloujes
Tél : 04 56 52 46 89
Mél : dec.pro-cap@ac-grenoble.fr

Rectorat de Grenoble
7, place Bir-Hakeim CS 81065
38021 Grenoble Cedex 1

ARRETE

N°DECPVP/XIII/26/64 du 21 avril 2026

- Vu le Code de l'Éducation, articles D337-1 à D337-25-1 portant règlement général du certificat d'aptitude professionnelle et notamment les articles D337-22 et D337-23 ;
- Vu le Code de l'Éducation, articles D337-139 à D337-160 portant règlement général de la mention complémentaire et notamment les articles D337-158 et D337-158-1 ;

Article 1 : Le jury de délibérations des examens suivants :

- CAP commercialisation et services en hôtel-café-restaurant
- CAP cuisine
- Certification de spécialisation desserts de restaurant

est composé comme suit pour la session 2026 :

BALLON SYLVAIN	PROFESSEUR DE LYCEES PROF. CL. NORMALE LYC METIER LESDIGUIERES - GRENOBLE CEDEX 1	MEMBRE DE L'ENSEIGNEMENT
GAYET SEBASTIEN	PROFESSEUR DE LYCEES PROF. HORS CLASSE LPO LYC METIER LESDIGUIERES - GRENOBLE CEDEX 1	VICE-PRESIDENT
LAFFONT RAYMOND	PROFESSIONNEL MEMBRE DE LA PROFESSION – PRIVAS	PRESIDENT
PRIEST DORIAN	MEMBRE DE LA PROFESSION EMPLOYEUR	MEMBRE PROFESSIONNEL
RIGOURD ANITA	PROFESSEUR ENSEIGNEMENT GENERAL	MEMBRE DE L'ENSEIGNEMENT
ROSSI CAMILLE	MEMBRE DE LA PROFESSION SALARIE	MEMBRE PROFESSIONNEL

Article 2 : Le jury se réunira au LPP Les Portes de Chartreuse le jeudi 2 juillet 2026 à 14:00

Article 3 : La secrétaire générale de l'académie de Grenoble est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le recteur de l'académie

Philippe Dulbecco

Pôle de la voie professionnelle
Réf n° DEC/PVP/XIII/26/65
Affaire suivie par : Christine Aloujes
Tél : 04 56 52 46 89
Mél : dec.pro-cap@ac-grenoble.fr

Rectorat de Grenoble
7, place Bir-Hakeim CS 81065
38021 Grenoble Cedex 1

ARRETE

N°DECPVP/XIII/26/65 du 21 avril 2026

Vu le Code de l'Éducation, articles D337-1 à D337-25-1 portant règlement général du certificat d'aptitude professionnelle et notamment les articles D337-22 et D337-23 ;

Article 1 : Le jury de délibérations de l'examen suivant :

CAP agent de propreté et d'hygiène
CAP propreté de l'environnement urbain collecte et recyclage
CAP production et service en restaurations

est composé comme suit pour la session 2026 :

AUDET Lucie	PROFESSEUR DE LYCEES PROF .CL. NORMALE LP JACQUES PREVERT- FONTAINE	VICE-PRESIDENTE
AUGRIS Emeline	PROFESSEUR DE LYCEES PROF. HORS CLASSE LP JACQUES PREVERT- FONTAINE	MEMBRE DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL
BART Valérie	PROFESSIONNEL MEMBRE DE LA PROFESSION – GRENOBLE	PRESIDENTE
FISCHER Robin	PROFESSIONNEL MEMBRE DE LA PROFESSION-GRENOBLE	MEMBRE DE LA PROFESSION EMPLOYEUR
IDIR Kamal	PROFESSEUR DE LYCEES PROF. CL. NORMALE LP JACQUES PREVERT-FONTAINE	MEMBRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
VIANDE Romuald	PROFESSIONNEL MEMBRE DE LA PROFESSION-GRENOBLE	MEMBRE DE LA PROFESSION SALARIE

Article 2 : Le jury se réunira au LP Jacques Prévert à Fontaine le : mardi 30 juin 2026 à 9h30.

Article 3 : La secrétaire générale de l'académie de Grenoble est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le recteur de l'académie

Philippe Dulbecco

Arrêté ARS n°2026-14-0045

Portant création d'un centre de ressources territorial (CRT) pour les personnes âgées au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « EHPAD du CH de Moulins-Yzeure » situé à MOULINS (03000).

GESTIONNAIRE : CENTRE HOSPITALIER DE MOULINS-YZEURE

La Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Le Président du Conseil départemental de l'Allier

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre deux, sections première et quatrième du chapitre trois, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-1-3, L. 313-12-3, D. 312-7- 2 et D. 312-155-0 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022, notamment ses articles 44 et 47 ;

Vu le décret n° 2022-731 du 27 avril 2022 relatif à la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées et au temps minimum de présence du médecin coordonnateur en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2022 relatif à la mission de centre de ressources territorial pour les personnes âgées ;

Vu l'instruction n° DGCS/SD3A/2022/113 du 15 avril 2022 relative à l'appel à candidature portant sur le déploiement de la mission de centre de ressources territorial pour les personnes âgées ;

Vu le Mode opératoire d'enregistrement des centres de ressources territoriaux pour personnes âgées dans le répertoire FINISS de l'Agence du Numérique en santé (ANS) du 29 septembre 2022 ;

Vu les arrêtés n° 2018-1921 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, et les arrêtés n°2023-22-0068 et 2023-22-0069 du 30 octobre 2023 publiés le 30 octobre 2023, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu le schéma départemental en vigueur ;

Vu l'arrêté conjoint ARS n°2016-7181 et départemental du 15 décembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au Centre hospitalier de Moulins-Yzeure pour le fonctionnement de l'EHPAD « Les Magnolias » situé à MOULINS (03000) pour une durée de quinze ans à compter du 03 janvier 2017 ;

Considérant l'instruction n° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux pour les personnes âgées et les services infirmiers à domicile ;

Considérant l'appel à candidatures publié le 8 avril 2025 par l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, pour l'installation de 13 nouveaux centres de ressources territoriaux sur l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes, conformément à l'instruction n° DGCS/SD3A/2022/113 du 15 avril 2022 relative à l'appel à candidature portant sur le déploiement de la mission de centre de ressources territorial pour les personnes âgées ;

Considérant le cahier des charges régional, relatif à la création de centres de ressources territoriaux pour les personnes âgées, établi conformément à l'arrêté du 27 avril 2022 susvisé et accompagnant la publication de l'appel à candidature ;

Considérant les 43 dossiers éligibles reçus en réponse à cet appel à candidature pour les 12 départements concernés ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission de sélection régionale sur le dossier présenté par le Centre hospitalier de Moulins-Yzeure pour que l'« EHPAD du CH de Moulins-Yzeure » soit porteur d'un centre de ressources territorial pour personnes âgées ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles

ARRÊTENT

Article 1^{er} : L'autorisation visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au Centre hospitalier de Moulins-Yzeure pour la création d'un centre de ressources territorial pour personnes âgées au sein de l'EHPAD du CH de Moulins-Yzeure situé à MOULINS (03000), sans modification de la capacité totale, à compter de 2026.

Article 2 : La présente autorisation est rattachée à la date de renouvellement de l'EHPAD pour une durée de quinze ans à compter du 03 janvier 2017, soit jusqu'au 02 janvier 2032. Le renouvellement de l'autorisation, à l'issue des quinze ans, est notamment subordonné aux résultats de l'évaluation ou des évaluations mentionnées à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L.313-5 du même code.

Article 3 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme précisé dans l'annexe jointe.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation est subordonnée à la transmission par le titulaire de l'autorisation d'une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, conformément aux dispositions de l'article D. 313-12-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : La présente autorisation est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de six mois suivant sa notification, conformément aux dispositions des articles L.313-1 et D.313-7-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 : « *Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement des services par rapport aux caractéristiques prises en considération pour leur autorisation devra être déclaré aux autorités compétentes au moins deux mois avant sa mise en œuvre. Les autorités compétentes disposent d'un délai de deux mois à compter de la déclaration pour faire opposition, par décision motivée conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.*

Au moins deux mois avant sa mise en œuvre, tout changement dans les modalités de contrôle direct ou indirect de la personne morale gestionnaire du service se traduisant par l'exercice direct ou indirect d'un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion par une nouvelle personne morale est déclaré par cette dernière à l'autorité compétente ayant délivré l'autorisation.

L'autorité compétente peut faire opposition dans un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration par une décision motivée, s'il apparaît que le changement envisagé n'offre pas les garanties nécessaires au respect des conditions de l'autorisation mentionnées à l'article L. 313-4 ou présente des risques susceptibles d'affecter la prise en charge des personnes accueillies ou accompagnées ou le respect de leurs droits. L'autorité compétente examine la déclaration de changement le cas échéant au regard des conditions dans lesquelles la nouvelle personne morale assure déjà le contrôle, direct ou indirect, d'une ou de plusieurs personnes morales gestionnaires d'établissements, de services et de lieux de vie et d'accueil. ».

Article 7 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président du Conseil départemental de l'Allier, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de la délégation départementale de l'Allier de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que le Directeur général des services du Département de l'Allier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au recueil des actes administratifs du Département de l'Allier.

Fait à Lyon, le 28 avril 2026

P/La Directrice générale
de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes,
Et par délégation,
La directrice déléguée à l'offre médico-sociale
Astrid LESBROS

Le Président
du Conseil départemental de l'Allier

Claude RIBOULET

ANNEXE FINESS

Mouvements Finess : Création d'un centre de ressources territorial (CRT)

Entité juridique : CENTRE HOSPITALIER DE MOULINS-YZEURE

Adresse : 10 avenue du Général de Gaulle – BP 609 – 03006 Moulins cedex

N° FINESS EJ : 03 078 009 2

Statut : 13 – Etablissement public communal d'hospitalisation

Etablissement : EHPAD DU CH DE MOULINS-YZEURE

Adresse : 10 avenue du Général de Gaulle – 03000 Moulins

N° FINESS ET : 03 078 388 0

Catégorie : 500 - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.)

Equipements :

Triplet			Autorisation avant le présent arrêté		Autorisation après le présent arrêté	
Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernière autorisation
924 - Accueil personnes âgées	11 - Hébergement complet internat	711 - Personnes âgées dépendantes	166	ARS n°2016-7181 et Département	166	ARS n°2016-7181 et Département
924 - Accueil personnes âgées	11 - Hébergement complet internat	436 - Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	30	ARS n°2016-7181 et Département	30	ARS n°2016-7181 et Département
657 - Accueil temporaire pour personnes âgées	21 - Accueil de jour	436 - Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	10	ARS n°2016-7181 et Département	10	ARS n°2016-7181 et Département
963- Plateforme d'accompagnement et de répit des aidants	21 - Accueil de jour	040 – Aidants/aidés personnes âgées	0	ARS n°2016-7181 et Département	0	ARS n°2016-7181 et Département
961 - Pôle d'activité et de soins adaptés	21 - Accueil de jour	436 - Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	0*	ARS n°2016-7181 et Département	0*	ARS n°2016-7181 et Département
412 - Centre de ressources territorial pour personnes âgées	48 - Tous modes d'accueil et d'accompagnement	700 - Personnes âgées	/	/	/ (pas de nombre de places)	Le présent arrêté

* Ce triplet correspond à un PASA de 14 places.

Zone d'intervention du CRT (communes) :

- | | | |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Aubigny - Aurouër - Avernès - Bagneux - Bessay-sur-Allier - Besson - Bresnay - Bressolles - Chapeau - La Chapelle-aux-Chasses - Château-sur-Allier - Chemilly - Chevagnes | <ul style="list-style-type: none"> - Chézy - Coulandon - Couzon - Gannay-sur-Loire - Garnat-sur-Engièvre - Gennetines - Gouise - Limoise - Lusigny - Marigny - Montbeugny - Montilly - Moulins | <ul style="list-style-type: none"> - Neuilly-le-Réal - Neure - Neuvy - Paray-le-Frésil - Pouzy-Mésangy - Saint-Ennemond - Saint-Léopardin-d'Augy - Saint-Martin-des-Lais - Souvigny - Thiel-sur-Acolin - Toulon-sur-Allier - Trévol le Veurdre - Villeneuve-sur-Allier - Yzeure |
|---|---|---|

Arrêté Conjoint

Arrêté ARS N°2026-14-0051

Arrêté du Président du Conseil départemental du Rhône N°ARCD-DAA-2026-0069

Portant modification de l'arrêté conjoint ARS n°2025-14-0692 et départemental n°ARCD-DAA-2025-0180 du 20 janvier 2026 portant autorisation d'un service autonomie à domicile aide et soins (SAD Aide et Soins – SAAS) « SAD AIVAD Aide et soins Rhône» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720) par regroupement des autorisations du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Meyzieu » situé à MEYZIEU (69330) et du service d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD) « Aide et soins de l'Est Lyonnais» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720), suite à erreur matérielle.

Gestionnaire: ASSOCIATION INTERCOMMUNALE VIVRE A DOMICILE - AIVAD

La Directrice générale de l'Agence régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

et

Le Président du Conseil départemental du Rhône

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre troisième, titre premier (établissements et services soumis à autorisation), sections première et troisième du chapitre deux, sections première et quatrième du chapitre trois ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les arrêtés n° 2018-1921 et 2018-1924 du 28 mai 2018 publiés le 14 juin 2018, et les arrêtés n°2023-22-0068 et 2023-22-0069 du 30 octobre 2023 publiés le 30 octobre 2023, constituant le socle du Projet régional de santé (PRS) 2^{ème} génération de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en vigueur ;

Vu le schéma départemental médico-social en vigueur ;

Vu l'arrêté conjoint ARS n°2025-14-0692 et départemental n°ARCD-DAA-2025-0180 du 20 janvier 2026 portant autorisation d'un service autonomie à domicile aide et soins (SAD Aide et Soins – SAAS) « SAD AIVAD Aide et soins Rhône» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720) par regroupement des autorisations du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Meyzieu » situé à MEYZIEU (69330) et du service d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD) « Aide et soins de l'Est Lyonnais» situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720), ;

Considérant que l'arrêté susvisé comporte une erreur matérielle relative à l'habilitation à l'aide sociale et qu'il convient de la corriger ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de

l'action sociale et des familles, qu'il répond aux exigences de qualité de prise en charge des bénéficiaires et qu'il est compatible avec le programme interdépartemental et régional mentionné à l'article L.312-5-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant que ce projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux fixés par le schéma départemental des solidarités du Rhône ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} : l'article 6 de l'arrêté conjoint ARS n°2025-14-0692 départemental n°ARCD-DAA-2025-0180 du 20 janvier 2026 portant autorisation d'un service autonomie à domicile aide et soins (SAD Aide et Soins – SAAS) « SAD AIVAD Aide et soins Rhône » situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720) par regroupement des autorisations du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) « SSIAD de Meyzieu » situé à MEYZIEU (69330) et du service d'accompagnement et d'aide à domicile (SAAD) « Aide et soins de l'Est lyonnais » situé à SAINT-BONNET-DE-MURE (69720) est ainsi modifié :

Le « SAD AIVAD Aide et soins Rhône » est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, conformément à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 2 : Les autres caractéristiques de l'autorisation demeurent inchangées.

Article 3 : La présente autorisation est rattachée à la date de création du SAD AIVAD Aide et soins Rhône pour une durée de quinze ans à compter du 1^{er} janvier 2026. Le renouvellement de l'autorisation de la structure à l'issue des quinze ans, soit le 1^{er} janvier 2041, est notamment subordonné aux résultats de l'évaluation ou des évaluations mentionnées à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans le respect des conditions prévues à l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées au Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme indiqué dans l'annexe jointe.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 : « *Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement des services par rapport aux caractéristiques prises en considération pour leur autorisation devra être déclaré aux autorités compétentes au moins deux mois avant sa mise en œuvre. Les autorités compétentes disposent d'un délai de deux mois à compter de la déclaration pour faire opposition, par décision motivée conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.*

Au moins deux mois avant sa mise en œuvre, tout changement dans les modalités de contrôle direct ou indirect de la personne morale gestionnaire du service se traduisant par l'exercice direct ou indirect d'un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion par une nouvelle personne morale est déclaré par cette dernière à l'autorité compétente ayant délivré l'autorisation.

L'autorité compétente peut faire opposition dans un délai de deux mois à compter de la réception de la déclaration par une décision motivée, s'il apparaît que le changement envisagé n'offre pas les garanties nécessaires au respect des conditions de l'autorisation mentionnées à l'article L.313-4 ou présente des risques susceptibles d'affecter la prise en charge des personnes accueillies ou accompagnées ou le respect de leurs droits. L'autorité compétente examine la déclaration de changement le cas échéant au regard des conditions dans lesquelles la nouvelle personne morale assure déjà le contrôle, direct ou indirect, d'une ou de plusieurs personnes morales gestionnaires d'établissements, de services et de lieux de vie et d'accueil. ».

Article 6 : Dans les deux mois suivant sa notification à l'intéressé ou sa publication pour les tiers, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président du Département du Rhône, ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent. En application du décret n° 2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentées par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 : Le directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur général des services du Conseil départemental du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

Fait à Lyon, le 28 avril 2026

P/La Directrice générale et par délégation,
La directrice déléguée à l'offre médico-sociale

Astrid LESBROS

Le Président
du Conseil départemental

Christophe GUILLOTEAU

ANNEXE FINESS

Mouvements Finess : Modification de l'habilitation à l'aide sociale (correction d'une erreur matérielle)

Entité juridique : ASSOCIATION INTERCOMMUNALE VIVRE A DOMICILE - AIVAD

Adresse : 30 rue Louis Saulnier - 69330 Meyzieu

N° FINESS EJ : 69 002 671 1

Statut : 60 – Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Etablissement : SAD AIVAD Aide et Soins Rhône

Adresse : Espace santé social - 7 route d'Azieu - 69720 Saint-Bonnet-de-Mûre

N° FINESS ET : 69 004 620 6

Catégorie : 209 - Service Autonomie Aide et Soins (S.A.A.S.) / SAD Aide et Soins

Equipements :

Public concerné	Triplet			Autorisation	
	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation
Personnes âgées	358 6 Soins infirmiers à domicile	16 - Prestation en milieu ordinaire	700 - Personnes âgées	9	ARS n°2025-14-0692 et départemental n°ARCD-DAA-2025-0180
	469 - Aide à domicile	16 - Prestation en milieu ordinaire	700 - Personnes âgées dépendantes	/	
Personnes handicapées	358 - Soins infirmiers à domicile	16 - Prestation en milieu ordinaire	010 - Tous types de déficiences personnes handicapées	1	
	469 - Aide à domicile	16 -Prestation en milieu ordinaire	010 - Tous types de déficiences personnes handicapées	/	

Zone d'intervention du SAD mixte Rhône :

- | | | |
|----------------------|------------|-------------------------|
| - Colombier-Saugnieu | - Jons | - Saint-Bonnet-de-Mure |
| - Genas | - Pusignan | - Saint-Laurent-de-Mure |

Arrêté N° 2026-17-0314

Portant modification de l'arrêté n°2025-17-0079 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie dans la commune de ROCHEMAURE (07)

La Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 5125-3 et suivants et R. 5125-1 et suivants ;

Vu le décret du 19 avril 2023 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n°2025-17-0079 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie dans la commune de Rochemaure en date du 2 avril 2025 ;

Vu la demande présentée le 20 avril 2026 par le cabinet Rollux Champliaud Dauphin, signalant une erreur matérielle ;

Considérant la nécessité de rectifier une erreur matérielle figurant dans l'arrêté n°2025-17-0079 du 2 avril 2025 susvisé,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté n°2025-17-0079 susvisé est modifié comme suit : le nom « Civalerri » est remplacé par « Civalleri ».

Article 2 : Dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de madame la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge de la santé,

Ces recours administratifs (gracieux et hiérarchique) ne constituent pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : La directrice de l'offre de soins de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 28 avril 2026

Pour la directrice générale et par délégation

Le directeur délégué pilotage opérationnel,

premier recours, parcours et professions de santé

SIGNE Yann LEQUET

Arrêté n° 2026-17- 0327

Portant désignation de madame Valérie MADET, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « La Charmille » du Montet (03) pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD de Hérisson (03)

La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 susvisée ;

Vu le décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 modifié relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du centre national de gestion du 30 mai 2023 nommant madame Valérie MADET, directrice de l'EHPAD de Hérisson à compter du 5 juin 2023 ;

Vu la décision n°2026-23-0016 du 31 mars 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière ;

Considérant la mutation de madame Valérie MADET à compter du 1^{er} juin 2026 ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'encadrement et de la gestion administrative de l'EHPAD de Hérisson.

ARRETE

Article 1 : Madame Valérie MADET, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice de l'EHPAD « La Charmille » du Montet (03) est désignée pour assurer l'intérim des fonctions de direction de l'EHPAD de Hérisson (03) à compter du 1^{er} juin 2026 et jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur.

Article 2 : Dans le cadre de cette mission d'intérim, madame Valérie MADET percevra une majoration temporaire de sa part fonction perçue au titre de sa prime de fonctions et de résultats, dont le coefficient est fixé à 1 conformément aux dispositions du décret n°2018-255 et de l'arrêté du 9 avril 2018 susvisés.

Article 3 : Cette indemnisation sera versée mensuellement à terme échu par l'établissement dont la vacance de poste du directeur est constatée.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié au directeur concerné et à l'établissement d'affectation et d'exercice de l'intérim.

Article 6 : Le directeur susnommé et la directrice de la délégation départementale de l'Allier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 27 avril 2026
Pour la directrice générale et par
délégation
Le Directeur délégué régulation de l'offre
de soins hospitalière
Signé : Stéphane RENARD

Arrêté n° 2026-17-0323

Mettant fin à l'intérim des fonctions de direction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) d'Arlanc et de Viverols (63) de monsieur Julien BLOT, directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social, directeur de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Mille sourires » et de l'organisation publique d'établissement réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63).

La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 susvisée ;

Vu le décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 modifié relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté n°2025-17-0169 de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes du 18 avril 2025 portant désignation de monsieur Julien BLOT, directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social, directeur de l'EHPAD « Mille sourires » et de l'organisation publique d'établissement réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63) pour assurer l'intérim des fonctions de direction des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63) à compter du 19 avril 2025 ;

Vu la décision n°2026-23-0016 du 31 mars 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière ;

ARRETE

Article 1 : Il est mis fin au 26 avril 2026 à l'intérim des fonctions de direction des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) d'Arlanc et de Viverols (63) de monsieur Julien BLOT, directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social, directeur de l'EHPAD « Mille sourires » et de l'organisation publique d'établissement réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63)

Article 2 : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au directeur concerné et à l'établissement d'affectation et d'exercice de l'intérim.

Article 4 : Le directeur susnommé et le directeur de la délégation départementale de Puy de Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 27 avril 2026

Pour la directrice générale et par
délégation

Le Directeur délégué régulation de l'offre
de soins hospitalière

Signé : Stéphane RENARD

Arrêté n° 2026-17-0324

Portant désignation de madame Marion BOUGRAS, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Mille sourire » et l'organisation publique d'établissements réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63) pour assurer l'intérim des fonctions de direction des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63).

La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 susvisée ;

Vu le décret n°2007-1930 du 26 décembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2012-749 du 9 mai 2012 modifié relatif à la prime de fonctions et de résultats des corps ou emplois fonctionnels des personnels de direction et des directeurs des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2018-255 du 9 avril 2018 relatif aux modalités d'indemnisation des périodes d'intérim et à l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté 2026-17-0323 de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes mettant fin à l'intérim des fonctions de direction des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63) de monsieur Julien BLOT, à compter du 26 avril 2026 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2018 fixant les montants de l'indemnisation des périodes d'intérim et de l'indemnité de direction commune pour certains personnels de la fonction publique hospitalière ;

Vu la décision n°2026-23-0016 du 31 mars 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2022/177 du 27 juin 2022 relative à la mise en œuvre de la prime de fonctions et de résultats pour les personnels des corps de direction de la fonction publique hospitalière ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'encadrement et de la gestion administrative des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63).

ARRETE

Article 1 : Madame Marion BOUGRAS, directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social, directrice adjointe de l'EHPAD « Mille sourires » et de l'organisation publique d'établissement réunis pour l'accompagnement et le soin en Auvergne Rhône-Alpes, AUPERAS à Cunlhat (63) est désignée pour assurer l'intérim des fonctions de direction des EHPAD d'Arlanc et de Viverols (63) à compter du 27 avril 2026 et jusqu'au retour de la directrice.

Article 2 : Dans le cadre de cette mission d'intérim, madame Marion BOUGRAS percevra une majoration temporaire de sa part fonction perçue au titre de sa prime de fonctions et de résultats, dont le coefficient est fixé à 1 conformément aux dispositions du décret n°2018-255 et de l'arrêté du 9 avril 2018 susvisés.

Article 3 : Cette indemnisation sera versée mensuellement à terme échu par l'établissement dont la vacance de poste du directeur est constatée.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié au directeur concerné et à l'établissement d'affectation et d'exercice de l'intérim.

Article 6 : Le directeur susnommé et le directeur de la délégation départementale du Puy de Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 27 avril 2026

Pour la directrice générale et par
délégation

Le Directeur délégué régulation de l'offre
de soins hospitalière

Signé : Stéphane RENARD

Arrêté n° 2026-17-0329

Portant désignation de monsieur Vincent PEGEOT, directeur d'hôpital, directeur des « Hôpitaux Drôme Nord » à Romans-sur-Isère (26) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « La Matinière » à Saint Jean-en-Royans (26) pour assurer l'intérim des fonctions de direction du centre hospitalier de Privas (07) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Résidence Yves Perrin » de Chomérac (07).

La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2020-959 du 31 juillet 2020 relatif aux emplois supérieurs de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret du président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret n°2025-1144 du 27 novembre 2025 portant statut particulier du corps des directeurs d'hôpital ;

Vu le décret n°2025-1145 du 27 novembre 2025 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les directeurs d'hôpital ;

Vu l'arrêté du centre nationale de gestion du 19 avril 2023 nommant madame Marie-Rose TEINTURIER, directrice d'hôpital, directrice du centre hospitalier de Privas (07) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Résidence Yves Perrin » de Chomérac (07) à compter du 1^{er} mai 2023 ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2025 pris pour l'application du décret n°2025-1145 du 27 novembre 2025 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les directeurs d'hôpital ;

Vu la décision n°2026-23-0016 du 31 mars 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'encadrement et de la gestion administrative du centre hospitalier de Privas (07) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Résidence Yves Perrin » de Chomérac (07) ;

ARRETE

Article 1 : Monsieur Vincent PEGEOT, directeur d'hôpital, directeur des « Hôpitaux Drôme Nord » à Romans-sur-Isère (26) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « La Matinière » à Saint Jean-en-Royans (26), est désigné pour assurer l'intérim des fonctions de direction du centre hospitalier de Privas (07) et de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Résidence Yves Perrin » de Chomérac (07) à compter du 20 avril 2026 et jusqu'au retour de la directrice.

Article 2 : Dans le cadre de cette mission d'intérim, monsieur Vincent PEGEOT percevra une majoration de l'IFSE dont le montant mensuel est fixé à **580 euros**, conformément à l'arrêté du 27 novembre 2025 pris pour l'application du décret n°2025-1145 du 27 novembre 2025.

Article 3 : Cette majoration sera versée mensuellement à terme échu par l'établissement dont la vacance de poste du directeur est constatée

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié au directeur concerné et à l'établissement d'affectation et d'exercice de l'intérim.

Article 6 : Le directeur susnommé et la directrice de la délégation départementale de l'Ardèche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 28 avril 2026

Pour la directrice générale et par
délégation

Le Directeur délégué régulation de l'offre
de soins hospitalière

Signé : Stéphane RENARD

Arrêté n°2026-17-0172

portant composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de La Tour du Pin (Isère)

La Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5, L.6143-6, R.6143-1 à R.6143-4 et R.6143-12 ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du Président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la décision n° 2026-23-0011 du 27 février 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant l'élection de monsieur Yoann PLATEL LIANDRAT, maire de la commune de la Tour du Pin ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n°2025-17-0884 du 6 novembre 2025 du directeur général de l'ARS portant composition nominative du conseil de surveillance de l'établissement est abrogé.

Article 2 : Le Conseil de surveillance du centre Hospitalier de la Tour du Pin - 12 Boulevard Victor Hugo - B.P 207 - 38354 LA TOUR DU PIN Cedex, établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1) en qualité de représentant des collectivités territoriales :

- **Monsieur Yoann PLATEL LIANDRAT**, maire de la commune de La Tour du Pin ;
- **Madame Claire DURAND**, représentante de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre les Vals du Dauphiné ;
- **Madame Delphine HARTMANN**, représentante du président du Conseil départemental de l'Isère.

2) en qualité de représentants du personnel :

- **Madame le docteur Alexiane PRADELLE**, représentante de la commission médicale d'établissement ;
- **Madame Marie GALLE**, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- **Madame Carole DEWULF**, représentante désignée par les organisations syndicales.

3) en qualité de personnalités qualifiées :

- **Monsieur Marcel FEUILLET**, personnalité qualifiée désignée par le Directeur général de l'Agence régionale de santé ;
- **Madame Chantal VAURS et monsieur Victor MENEGHEL**, représentants des usagers désignés par le Préfet de l'Isère.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative les personnes désignées à l'article L6143-5 du CSP.

Article 3 : Conformément à l'article L6143-7 du code de santé publique, le directeur du centre hospitalier participe aux séances du conseil de surveillance de son établissement.

Article 4 : Conformément à l'article R6143-11 du code de santé publique, les séances du conseil de surveillance ne sont pas publiques.

Article 5 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 6 : Seuls les membres ayant produit leur attestation de non incompatibilité peuvent siéger au sein du conseil de surveillance.

Conformément à l'article R.6143-13 du Code de Santé Publique, « les membres des conseils de surveillance qui tombent sous le coup des incompatibilités ou incapacités prévues à l'article L.6143-6 démissionnent de leur mandat. A défaut, ils sont déclarés démissionnaires d'office par le Directeur général de l'Agence régionale de santé ».

Article 7 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Le Directeur de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Lyon, le 03 avril 2026

Pour la Directrice générale
et par délégation,

Le directeur délégué régulation de l'offre
de soins hospitalière

Signé : Stéphane RENARD

Arrêté n°2026-17-0322

portant composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier de Moulins Yzeure (Allier)

La Directrice générale de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5, L.6143-6, R.6143-1 à R.6143-4 et R.6143-12 ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du Président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la décision n°2026-23-0016 du 31 mars 2026 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant les désignations de messieurs les docteurs Mack KAZADI BUKASA KABONGO et Codjo Enangnon Tata QUENUM, représentants de la commission médicale d'établissement au sein du conseil de surveillance du centre hospitalier Moulins-Yzeure.

ARRETE

Article 1 : L'arrêté n°2025-17-0868 du 30 octobre 2025 du directeur général de l'ARS portant composition nominative du conseil de surveillance de l'établissement est abrogé.

Article 2 : Le Conseil de surveillance du centre hospitalier de Moulins Yzeure- 10 avenue du Général de Gaulle – BP 609 - 03006 MOULINS Cedex, établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1) en qualité de représentant des collectivités territoriales :

- **Monsieur Pierre-André PERISSOL**, maire de la commune de Moulins ;
- **Madame Dominique LEGRAND**, représentante de la commune de Moulins ;
- **Madame Nicole TABUTIN et monsieur Pascal PERRIN**, représentants de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre Moulins Communauté ;
- **Monsieur Julien CARPENTIER**, représentant du président du Conseil départemental de l'Allier.

2) en qualité de représentants du personnel :

- **Messieurs les docteurs Mack KAZADI BUKASA KABONGO et Codjo Enangnon Tata QUENUM**, représentants de la commission médicale d'établissement ;
- **Monsieur Guillaume MAILLARD**, représentant de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;
- **Madame Stéphanie MINARD et monsieur Éric DAGOIS**, représentants désignés par les organisations syndicales.

3) en qualité de personnalités qualifiées :

- **Madame Isabelle DOMENECH-BONET et monsieur Gilbert ROSNET**, personnalités qualifiées désignées par le Directeur général de l'Agence régionale de santé ;
- **Madame Chantal LE BOUGUENEC**, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de l'Allier ;
- **Madame Chantal BADIN et de monsieur Jean MACIOLAK**, représentants des usagers désignés par le Préfet de l'Allier.

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative les personnes désignées à l'article L6143-5 du CSP.

Article 3 : Conformément à l'article L6143-7 du code de santé publique, le directeur du centre hospitalier participe aux séances du conseil de surveillance de son établissement.

Article 4 : Conformément à l'article R6143-11 du code de santé publique, les séances du conseil de surveillance ne sont pas publiques.

Article 5 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 6 : Seuls les membres ayant produit leur attestation de non incompatibilité peuvent siéger au sein du conseil de surveillance.

Conformément à l'article R.6143-13 du Code de Santé Publique, « *les membres des conseils de surveillance qui tombent sous le coup des incompatibilités ou incapacités prévues à l'article L.6143-6 démissionnent de leur mandat. A défaut, ils sont déclarés démissionnaires d'office par le Directeur général de l'Agence régionale de santé* ».

Article 7 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Le Directeur de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 24 avril 2026

Pour la directrice générale et par délégation

Le Directeur délégué régulation de l'offre de soins hospitalière

Signé : Stéphane RENARD



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté inter-préfectoral

portant approbation du plan de gestion du bien culturel inscrit au patrimoine mondial n° 868 « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France »

Les préfets,

- Vu** la convention de l'UNESCO du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, notamment ses articles 4 et 5, et sa ratification par le Parlement le 27 juin 1975 ;
- Vu** la décision 22 COM VIII.B.1 du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO d'inscrire le bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » comme bien culturel sur la liste au patrimoine mondial ;
- Vu** la décision 47 COM 8B.43 du comité du patrimoine mondial d'adopter les zones tampons ;
- Vu** le code du patrimoine, notamment ses articles L.612-1, R. 612-1 et R. 612-2 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 66 ;
- Vu** l'arrêté du 30 janvier 2023 portant désignation du préfet coordonnateur du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » inscrit sur la liste du patrimoine mondial ;
- Vu** le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de M. Marc GUILLAUME, préfet de la région Île-de-France ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne Rhône Alpes ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Étienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle Aquitaine ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Occitanie ;
- Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de M. Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI, préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne ;

- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie ;
- Vu** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Paul MOURIER, préfet de la région Bourgogne Franche-Comté ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre Val de Loire ;
- Vu** l'ensemble des délibérations portant approbation du plan de gestion interrégional du bien et de sa « Charte de gestion du bien culturel en série visant à définir la coopération entre les partenaires institutionnels impliqués dans la gestion du bien 868 bis « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay en date du 14 décembre 2023 (composantes 868-001 et 868-002) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Clermont-Ferrand en date du 6 octobre 2023 (composante 868-003) ;
- Vu** la délibération des conseils municipaux de La Charité-sur-Loire en date du 25 septembre 2023, de la Chapelle Montlinard en date du 9 octobre 2023 et du conseil communautaire de la communauté de communes Berry Loire Vauvise en date du 23 octobre 2023 (composante 868-004) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Vézelay en date du 30 septembre 2023 (composante 868-006) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Bourges en date du 28 septembre 2023 (composante 868-007) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Neuvy-Saint-Sépulchre en date du 9 novembre 2023 (composante 868-008) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Châlons-en-Champagne en date du 14 décembre 2023 (composante 868-009) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de L'Épine en date du 7 février 2024 (composante 868-010) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Folleville en date du 8 novembre 2023 (composante 868-013) ;
- Vu** la délibération du conseil de Paris de la séance des 3, 4, 5 et 6 octobre 2023 (composante 868-014) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal du Mont-Saint-Michel en date du 12 septembre 2023 (composante 868-015) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal d'Aulnay-de-Saintonge en date du 2 octobre 2023 (composante 868-016) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Pons en date du 10 janvier 2024 (composante 868-017) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Jean d'Angély en date du 28 septembre 2023 (composante 868-018) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saintes en date du 7 décembre 2023 (composante 868-019) ;
- Vu** les délibérations du conseil départemental de Dordogne en date du 20 novembre 2023 et du conseil municipal du Buisson-de-Cadouin en date du 24 novembre 2023 (composante 868-020) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Périgueux en date du 13 décembre 2023 (composante 868-021) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Avit-Sénieur en date du 7 septembre 2023 (composante 868-022) ;

- Vu** la délibération du conseil municipal de Bazas en date du 5 décembre 2023 (composante 868-023) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Bordeaux en date du 3 octobre 2023 (composantes 868-024, 868-025 et 868-026) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de La Sauve-Majeure en date du 1^{er} septembre 2023 (composantes 868-027 et 868-028) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Soulac-sur-Mer en date du 25 mars 2024 (composante 868-029) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Aire-sur l'Adour en date du 11 octobre 2023 (composante 868-030) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Mimizan en date du 9 avril 2024 (composante 868-031) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Sever en date du 10 août 2023 (composante 868-032) ;
- Vu** les délibérations de la commission permanente du conseil départemental des Landes du 10 novembre 2023, du conseil communautaire du Pays d'Orthe et Arrigans du 3 octobre 2023 et du conseil municipal de Sorde l'Abbaye du 21 septembre 2023 (composante 868-033) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal d'Agen en date du 2 décembre 2024 (composante 868-034) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Bayonne en date du 14 décembre 2023 (composante 868-035) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de L'Hôpital-Saint-Blaise en date du 9 octobre 2023 (composante 868-036) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Oloron-Sainte-Marie en date du 29 septembre 2023 (composante 868-037) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Jean-Pied de Port en date du 28 novembre 2023 (composante 868-038) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Melle en date du 6 septembre 2023 (composante 868-039) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Poitiers en date du 9 octobre 2023 (composante 868-040) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Léonard de Noblat en date du 28 septembre 2023 (composante 868-041) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal d'Audressein en date du 16 octobre 2023 (composante 868-042) ;
- Vu** les délibérations de la commission permanente du conseil départemental de l'Ariège en date du 6 novembre 2023 et du conseil municipal de Saint-Lizier en date du 30 novembre 2023 (composante 868-043) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Conques en date du 10 octobre 2023 (composante 868-044) ;
- Vu** la délibération de la commission permanente du conseil départemental de l'Aveyron en date du 2 février 2024 (composantes 868-045 et 868-047) et les délibérations du conseil municipal d'Espalion en date du 6 décembre 2023 (composante 868-046) et du conseil municipal d'Estaing en date du 14 décembre 2023 (composante 868-047) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Gilles en date du 14 novembre 2023 (composante 868-049) ;

- Vu** la délibération du comité syndical du syndicat mixte pour le développement et la promotion du site de Saint-Bertrand de Comminges et de Valcabrère en date du 12 octobre 2023 (composantes 868-050, 868-051 et 868-054) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Toulouse en date du 29 mars 2024 (composantes 868-052 et 868-053) ;
- Vu** la délibération du conseil de communauté d'agglomération du Grand Auch en date du 28 septembre 2023 et la délibération du conseil municipal d'Auch en date du 29 septembre 2023 (composante 868-055) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Larressingle en date du 22 septembre 2023 (composante 868-056) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de La Romieu en date du 20 septembre 2023 (composante 868-057) ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté des communes de la vallée de l'Hérault en date du 8 juillet 2024 (composante 868-058) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Guilhem-le-Désert en date du 27 juillet 2023 (composante 868-059) ;
- Vu** les délibérations du conseil de surveillance de l'Hôpital en date du 19 octobre 2023 et du conseil municipal de Figeac en date du 18 décembre 2023 (composante 868-062) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Gréalou en date du 19 septembre 2023 (composante 868-063) ;
- Vu** la délibération du conseil syndical du syndicat mixte du Grand Site de Rocamadour en date du 16 octobre 2023 et du conseil municipal de Rocamadour en date du 19 septembre 2023 (composante 868-064) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Aragnouet en date du 20 octobre 2023 (composante 868-065) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Gavarnie en date du 26 septembre 2023 (composante 868-066) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Jézeau en date du 7 août 2023 (composante 868-067) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal d'Ourdis-Cotdoussan en date du 22 septembre 2023 (composante 868-068) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Rabastens en date du 28 septembre 2023 (composante 868-069) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Moissac en date du 9 octobre 2023 (composante 868-070) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal d'Arles en date du 1er février 2024 (composante 868-071) ;
- Vu** les délibérations du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional de l'Aubrac en date du 27 septembre 2023, du conseil communautaire de la communauté de communes d'Aubrac Carladez Viadène en date du 8 septembre 2023, et du conseil municipal de Nasbinals en date du 11 décembre 2024 (composante 868-072) ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté des communes Comtal Lot et Truyère en date du 23 octobre 2023 (composante 868-073) ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Figeac en date du 18 décembre 2023 (composante 868-074) ;
- Vu** la délibération du bureau syndical du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional des Causses du Quercy en date du 29 septembre 2023 (composantes 868-074, 868-075 et 868-076) ;

- Vu** les délibérations de la commission permanente du conseil départemental du Gers en date du 29 septembre 2023, du conseil communautaire de la communauté des communes de la Lomagne Gersoise en date du 26 septembre 2023, du conseil communautaire de la communauté des communes de la Ténarèze en date du 28 septembre 2023, du conseil municipal de Castelnau-sur-l'Auvignon en date du 2 novembre 2023, du conseil municipal de Caussens en date du 6 septembre 2023, du conseil municipal de Condom en date du 11 octobre 2023, du conseil municipal de La Romieu en date du 20 septembre 2023, du Conseil municipal de Lectoure en date du 30 octobre 2023, du Conseil municipal de Marsolan en date du 25 juillet 2023 (composante 868-077) ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de l'agglomération du Pays basque en date du 30 septembre 2023 (composante 868-078) ;
- Vu** la résolution engageant la démarche d'élaboration du plan de gestion national adoptée par le conseil d'administration de l'agence française des chemins de Compostelle, gestionnaire du bien, en date du 12 novembre 2019 ;
- Vu** la résolution validant le programme du plan de gestion adopté par le conseil d'administration de l'agence française des chemins de Compostelle, gestionnaire du bien en date du 24 novembre 2022 ;
- Vu** la charte de gestion en annexe visée par l'Etat et l'agence française des chemins de Compostelle, et ayant fait l'objet d'une approbation par les délibérations susvisées des collectivités propriétaires ou gestionnaires ;

Rappelant que le plan de gestion précise les engagements conjoints de l'État, des collectivités territoriales et des propriétaires pour assurer la protection efficace du bien afin d'en garantir la bonne conservation, à œuvrer à sa mise en valeur et à préserver sa valeur universelle exceptionnelle ;

Considérant que, grâce aux instances de gouvernance locale et à la coordination nationale assurée par l'agence française des chemins de Compostelle, le plan de gestion 2023-2031 a été élaboré conjointement par l'État et les collectivités ;

Sur proposition du Préfet coordonnateur du bien,

ARRÊTENT :

Article 1 - Est approuvé le plan de gestion pour la période 2023-2031 du bien culturel inscrit au patrimoine mondial « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » tel que validé en conseil d'administration de l'Agence française des chemins de Compostelle par la résolution en date du 24 novembre 2022 susvisée. Le plan de gestion est composé d'un tome commun. Le plan de gestion est consultable en version numérique auprès de l'Agence française des chemins de Compostelle et du préfet coordonnateur (site internet de la Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie).

Article 2 - Le plan de gestion est applicable à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région et notifié aux collectivités concernées, ainsi qu'aux autorités compétentes en matière de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme.

Fait à Toulouse, le - **3 AVR. 2026**

Marc GUILLAUME
Préfet de la région Île-de-France
Préfet de Paris

Fabienne BUCCIO
Préfète de la région Auvergne
Rhône Alpes

Étienne GUYOT
Préfet de la région Nouvelle
Aquitaine

Pierre-André DURAND
Préfet de la région Occitanie

Bertrand GAUME
Préfet de la région Hauts-de-
France

Amaury DE SAINT-QUENTIN
Préfet de la région Grand Est

Jacques WITKOWSKI
Préfet de la région Provence
Alpes Côte d'Azur

Franck ROBINE
Préfet de la région Bretagne

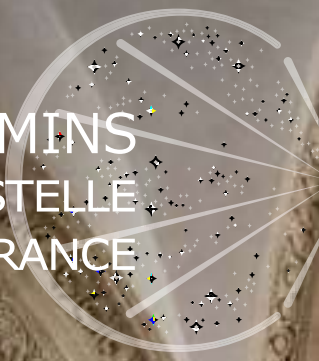
Jean-Benoît ALBERTINI
Préfet de la région Normandie

Paul MOURIER
Préfet de la région Bourgogne
Franche-Comté

Sophie BROCAS
Préfète de la région Centre
Val de Loire

Annexe 1 - Charte de gestion du bien culturel en série « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle »

CHEMINS
DE SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE
EN FRANCE



PLAN DE GESTION 2023-2027

Bien culturel inscrit sur la liste
du patrimoine mondial de l'Unesco



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-
de-Compostelle en France
inscrits sur la Liste du
patrimoine mondial en 1998



SOMMAIRE

PATRIMOINE MONDIAL

LES PLAN DE GESTION DES BIENS INSCRITS

LES « CHEMINS DE COMPOSTELLE EN FRANCE »

DESCRIPTION DU BIEN CULTUREL EN SÉRIE

UNE HISTOIRE DU PELERINAGE DE SAINT-JACQUES-COMPOSTELLE

LES ATTRIBUTS DE L'INSCRIPTION

UN PLAN DE GESTION, DES PLANS DE GESTION

LES ACTIONS MAJEURES DU PLAN DE GESTION NATIONAL

LES ACTEURS DU BIEN

DES RÉFÉRENCES ET DES OUTILS

UN SOCLE DE CONNAISSANCES POUR ENRICHIR LA GESTION DU BIEN ET L'EXPÉRIENCE

ILS TÉMOIGNENT

P.3

P.4

P.6

P.8

P.13

P.16

P.17

P.18

P.21

P.23

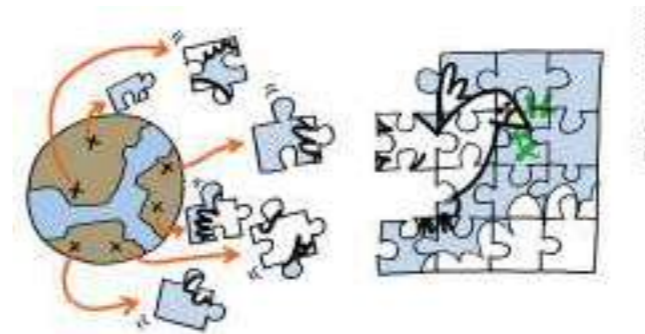
P.24

P.25

LE PATRIMOINE MONDIAL

● L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) a été créée en 1945 à l'issue de la 2nde Guerre mondiale dans le but de soutenir une coopération et une solidarité intellectuelle et morale à l'échelle de l'humanité, dans l'idée que les accords économiques et politiques ne peuvent suffire à construire une paix durable : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix » (Acte constitutif de l'Unesco).

● La notion de « Patrimoine mondial » émerge au moment des grandes campagnes de sauvetage des temples d'Abou Simbel en Egypte et du port de Venise en Italie au début des années 1960 : il existe un patrimoine d'une valeur dépassant les frontières locales et nationales, dont la destruction constituerait un appauvrissement pour l'ensemble de l'humanité.



● La Convention du Patrimoine mondial sera signée en 1972, confiant à l'Unesco, dont le Centre du Patrimoine mondial sera créé pour l'occasion, la mission d'identifier, protéger, conserver, mettre en valeur les sites naturels et culturels présentant une Valeur Universelle Exceptionnelle.

● Le Comité du Patrimoine mondial se réunit tous les ans depuis 1978, date à laquelle les 1^{ères} inscriptions sur la Liste du Patrimoine mondial ont été décidées.

● La France a déposé simultanément 5 dossiers de candidature en 1979, dans une volonté d'illustrer les périodes majeures représentatives du Patrimoine français. C'est ainsi que les 5 premiers sites français ont été inscrits : les Sites préhistoriques et grottes ornées

de la Vallée de la Vézère (dont Lascaux), le Mont-Saint-Michel et sa baie, la Basilique et colline de Vézelay, la Cathédrale de Chartres, et le Palais et parc de Versailles.



● Aujourd'hui 1154 biens sont inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial, dont 49 en France, ce qui en fait le 4^{ème} pays dans le classement du nombre de sites inscrits. 194 pays ont ratifié la Convention du Patrimoine mondial (dont la France en 1975) et 167 ont au moins un bien inscrit, 27 Etats parties n'en ont donc aucun.

● Malgré de nombreux efforts et des restrictions imposées progressivement par l'Unesco concernant les dépôts de candidature émanant des pays sur-représentés (dont la France fait partie) afin de rendre la Liste plus équilibrée et représentative, la très grande majorité des sites sont culturels (897 sur 1154) et situés dans la région « Europe et Amérique du Nord » (545 soit près de la moitié des biens inscrits situés dans cette seule région, l'autre moitié se répartissant entre Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique, et Etats Arabes).



LES PLANS DE GESTION DES BIENS INSCRITS

- Les premiers dossiers de candidature tenaient en quelques dizaines de pages constituées de textes et de photos visant à expliciter le caractère universel et exceptionnel du bien candidat.
- Au fil du temps, des problématiques liées à la préservation des sites inscrits ont commencé à apparaître : travaux de restauration ou d'entretien insuffisants, manque de moyens humains et financiers, risques naturels, conflits armés, destructions idéologiques...
- En outre, bien qu'il ne s'agisse pas de l'esprit ayant présidé à la création de la Liste du patrimoine mondial, la médiatisation des inscriptions au patrimoine mondial, alliée au développement du tourisme, ont progressivement transformé la Liste en un label touristique, perçu comme particulièrement qualitatif et mondialement reconnu.
- Ces facteurs combinés ont conduit d'une part à la création d'une Liste du patrimoine mondial en péril, qui permet de dégager des moyens exceptionnels pour les biens qui y figurent afin de permettre leur préservation : elle compte à l'heure actuelle 52 biens.
- D'autre part, il est important de rappeler qu'une inscription n'est pas définitive. Quand des projets d'exploitation ou d'aménagements ne semblent pas compatibles avec la préservation de la Valeur Universelle Exceptionnelle d'un bien, l'Unesco peut être amenée à délistier des biens. Cela s'est produit à 3 reprises : en 2007 pour le « Sanctuaire de l'Oryx arabe » en Oman, en 2009 pour la « Vallée de l'Elbe à Dresde » en Allemagne, et en 2021 pour « Liverpool – port marchand » au Royaume-Uni.
- Afin de s'assurer de la mise en place de mesures de protection et de gestion appropriées ainsi que d'un développement touristique durable et soutenable, l'Unesco a d'abord encouragé, puis contraint à partir de 2007 les biens candidats à se doter d'un Plan de gestion ainsi que d'un Système de gestion :
- le Système de gestion désigne les modalités de coopération stratégique, politique, technique (et éventuellement scientifique) entre les différents acteurs de la gestion du bien : structure en charge de la coordination, instances, animation, etc.
- le Plan de gestion est un document qui vise à démontrer que l'ensemble des moyens humains et financiers nécessaires à la préservation et au développement durable du bien, de sa zone tampon et de son territoire environnant sont disponibles et mis en œuvre, la plupart du temps présenté sous la forme d'un programme d'actions détaillées pour une période donnée.
- Les retours d'expérience entre sites français candidats et inscrits, en particulier au sein de l'Association des Biens français du Patrimoine mondial, ont permis une prise de conscience de l'intérêt que revêt l'élaboration d'un Plan de gestion quand cela n'a pas été fait au moment de l'inscription (pour toutes celles intervenues avant 2007).
- Il s'agit en effet, au-delà de son éventuel caractère obligatoire, d'une formidable opportunité de rassembler les acteurs de la gestion et leurs partenaires afin de partager un état des lieux, puis de réfléchir ensemble à un projet pour le bien et son/ses territoire(s) dans les domaines de la conservation, de l'urbanisme et de l'aménagement, de la connaissance et de sa diffusion, du développement économique et touristique, et de la coopération, tout en prenant en compte les questions aujourd'hui majeures de résilience face au changement climatique et d'accompagnement de la transition écologique.



- La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine transpose le Patrimoine mondial et les Plans de gestion dans le code du Patrimoine (article L612-1), posant les bases légales qui permettront d'accompagner les biens français inscrits au Patrimoine mondial dans leurs démarches. Cet article donne mission au Préfet de région d'arrêter les Plans de gestion une fois rédigés, et aux préfets de département de porter à connaissance des collectivités les dispositions de ce document, afin de les inciter à prendre en compte la présence d'un bien et de sa zone tampon au regard de tout projet d'aménagement à proximité d'un bien.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Article L. 612.1, alinéas 3 et 4 du code du patrimoine

Pour assurer la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien, un plan de gestion comprenant les mesures de protection, de conservation et de mise en valeur à mettre en œuvre est élaboré conjointement par l'État et les collectivités territoriales concernées, pour le périmètre de ce bien et, le cas échéant, de sa zone tampon, puis arrêté par l'autorité administrative. Lorsque l'autorité compétente en matière de schéma de cohérence territoriale ou de plan local d'urbanisme engage l'élaboration ou la révision d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un plan local d'urbanisme, le représentant de l'État dans le département porte à sa connaissance les dispositions du plan de gestion du bien afin d'assurer la protection, la conservation et la mise en valeur du bien et la préservation de sa valeur exceptionnelle.

QU'EST-CE QU'UNE ZONE TAMPON ?

Quelques années après la ratification de la Convention de 1972, il a été assez rapidement constaté que, dans les pays industrialisés, les risques encourus par les biens du patrimoine mondial ne provenaient pas d'un défaut d'entretien du bien lui-même, mais plutôt de la dégradation potentielle de son environnement immédiat ou du paysage dans lequel il s'inscrit. La nécessité d'entourer le bien inscrit d'une « zone tampon » a ainsi été établie. Les orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial définissent en ces termes ce qu'est une zone tampon : Art 104. « Afin de protéger efficacement le bien proposé pour inscription, une zone tampon est une aire entourant le bien proposé pour inscription dont l'usage et l'aménagement sont soumis à des restrictions juridiques et/ou coutumières, afin d'assurer un surcroît de protection à ce bien. Cela doit inclure l'environnement immédiat du bien proposé pour inscription, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection. L'espace constituant la zone tampon doit être déterminé au cas par cas par des mécanismes appropriés (...).

LES « CHEMINS DE SAINT-JACQUES —DE COMPOSTELLE EN FRANCE »

Le 2 décembre 1998, le comité du patrimoine mondial de l'Unesco inscrit les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » sur la Liste du patrimoine mondial, prolongeant ainsi l'inscription de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » (1985) et des « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne » (1993, extension en 2015). Il reconnaît ainsi leur valeur universelle exceptionnelle.

« Tout au long du Moyen Âge, Saint-Jacques-de-Compostelle fut une destination majeure pour d'innombrables pèlerins de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins traversaient la France. Quatre voies symboliques partant de Paris, de Vézelay, du Puy et d'Arles et menant à la traversée des Pyrénées résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs. Églises de pèlerinage ou simples sanctuaires, hôpitaux, ponts, croix de chemin jalonnent ces voies et témoignent des aspects spirituels et matériels du pèlerinage. Exercice spirituel et manifestation de la foi, le pèlerinage a aussi touché le monde profane en jouant un rôle décisif dans la naissance et la circulation des idées et des arts. De grands sanctuaires tels que l'église Saint-Sernin à Toulouse ou la cathédrale d'Amiens, - certains cités dans le Codex Calixtinus - ainsi que d'autres biens illustrent matériellement les voies et conditions du pèlerinage pendant des siècles. Soixante et onze éléments associés au pèlerinage ont été retenus pour illustrer leur diversité géographique, le développement chronologique du pèlerinage entre le XIe et XVe siècle, et les fonctions essentielles de l'architecture, comme l'ancien hôpital des pèlerins à Pons, ou le pont « des pèlerins » sur la Boralde. En outre, sept tronçons du Chemin du Puy sont inclus couvrant près de 160 km de route. »

Critère (ii) : La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle a joué un rôle essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturel au cours du Bas Moyen Âge, comme l'illustrent admirablement les monuments soigneusement sélectionnés sur les chemins suivis par les pèlerins en France.

Critère (iv) : Les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises.

Critère (vi) : La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle est un témoignage exceptionnel du pouvoir et de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales et dans tous les pays d'Europe au Moyen Âge.



Intégrité

Les édifices et ensembles proposés représentent, dans leur diversité, une évocation fidèle du contexte du pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Il en est de même des tronçons de chemins proposés qui ne sont que des exemples de l'ensemble des routes empruntées par les pèlerins. Les ouvrages rencontrés sur les chemins ont en commun d'être les témoignages directs, conservés et transmis jusqu'à nous, de la pratique du pèlerinage telle qu'elle s'est déroulée en France durant le Moyen Âge. Cette puissance d'évocation intacte a permis de revitaliser l'approche culturelle du pèlerinage vers Compostelle. Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France font l'objet, depuis les années 1990, d'une fréquentation sans cesse croissante, qui doit être conciliée avec les aménagements routiers.

Authenticité

Les établissements d'accueil et de soins présentés sont indubitablement voués au pèlerinage par les textes historiques et les éléments architecturaux ou de décor conservés. Les biens présentés illustrent de la façon la plus véridique et crédible l'ensemble des rituels et des pratiques liés au pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Ceux-ci incluent des routes, des églises de pèlerinage ou de simples sanctuaires, hôpitaux et ponts. Le parcours spirituel du pèlerinage était rythmé par la vénération des reliques des saints qui jalonnaient l'itinéraire. Les édifices les plus riches, points de passage privilégiés du parcours, sont reconnaissables à leurs dispositions architecturales spécifiques, propres à organiser la circulation des pèlerins. Les églises plus modestes, haltes de recueillement ou de repos situées sur les voies principales ou secondaires, sont attestées par leurs décors sculptés ou peints représentant des scènes religieuses ou des légendes liées à la dévotion à saint Jacques.



DESCRIPTION DU BIEN CULTUREL EN SERIE

Le Bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » se présente sous la forme d'une sélection de 78 éléments considérés comme évocateurs et emblématiques des contextes culturel, religieux, artistique et architectural de ce pèlerinage lointain. Sans reconstituer les routes, le bien est formé comme un ensemble discontinu dans 10 régions françaises et couvrant en majeure partie une longue période du pèlerinage entre le XI^e et le XV^e siècle, tout en débordant parfois.

Il concerne 10 régions, 32 départements, 95 communes; regroupe 9 cathédrales, 42 églises et basiliques, 2 clochers, 1 dolmen et sa croix, 4 anciens hôpitaux, 7 abbayes, 7 ponts, 1 porte d'entrée de ville et 7 sections de sentier de la Via Podiensis-GR®65 (160 km) ; et réunit plus de 80 propriétaires et gestionnaires (l'Etat, 57 communes, 13 intercommunalités, 8 Départements, 2 établissements publics hospitaliers et quelques personnes privées).

Depuis 2013, le Bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » fait l'objet d'une attention renouvelée. L'Etat français a désigné un préfet coordonnateur, le préfet de région Occitanie, pour assurer son suivi et s'appuie sur l'Agence française des chemins de Compostelle (anciennement ACIR Compostelle) pour son animation. Peu à peu se mettent en place les outils de gouvernance et de gestion.

COMPOSITION DU BIEN

Monuments et ensembles

AUVERGNE RHONE ALPES

- Cathédrale Notre-Dame, Le-Puy-en-Velay (Haute-Loire)
- Hôtel-Dieu, Le-Puy-en-Velay (Haute-Loire)
- Eglise Notre-Dame-du-Port, Clermont-Ferrand

BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

- Eglise prieurale Sainte-Croix- Notre-Dame, La Charité-sur-Loire, Nièvre
- Eglise Saint-Jacques, Asquins, Yonne
- Basilique Sainte-Madeleine*, Vézelay, Yonne

CENTRE VAL DE LOIRE

- Cathédrale Saint-Etienne*, Bourges, Cher
- Collégiale Saint-Etienne, Neuvy-Saint-Sépulchre, Indre

GRAND EST

- Eglise Notre-Dame-en-Vaux, Châlons-en-Champagne, Marne
- Basilique Notre-Dame, L'Epine, Marne

HAUTS DE FRANCE

- Eglise paroissiale Saint-Jacques, Compiègne, Oise
- Cathédrale Notre-Dame*, Amiens, Somme
- Eglise paroissiale Saint-Jacques le Majeur et Saint-Jean-Baptiste, Folleville, Somme

ILE-DE-FRANCE

- Tour Saint-Jacques*, Paris

NORMANDIE

- Le Mont-Saint-Michel*, Manche

NOUVELLE AQUITAINE

- Eglise Saint-Pierre, Aulnay, Charente-Maritime
- Ancien hôpital des Pèlerins, Pons, Charente-Maritime
- Abbaye royale Saint-Jean- Baptiste, Saint-Jean-d'Angély, Charente-Maritime
- Eglise Saint-Eutrope, Saintes, Charente-Maritime
- Ancienne abbaye de Cadouin, Le Buisson-de-Cadouin, Dordogne
- Cathédrale Saint-Front, Périgueux, Dordogne
- Eglise Saint-Avit, Saint-Avit-Sénieur, Dordogne
- Eglise cathédrale Saint-Jean-Baptiste, Bazas, Gironde
- Basilique Saint-Seurin*, Bordeaux, Gironde
- Basilique Saint-Michel*, Bordeaux, Gironde
- Cathédrale Saint-André*, Bordeaux, Gironde
- Ancienne abbaye Notre-Dame de la Sauve Majeure, La Sauve, Gironde
- Eglise Saint-Pierre, La Sauve, Gironde
- Eglise de Notre-Dame-de-la-Fin- des-Terres, Soulac-sur-Mer, Gironde
- Eglise Sainte-Quitterie, Aire-sur-l'Adour, Landes

Chemins de saint-Jacques-de-Compostelle en France



- Clocher-porche de l'ancienne église, Mimizan, Landes
- Abbaye, Saint-Sever, Landes
- Abbaye Saint-Jean, Sorde-l'Abbaye, Landes
- Cathédrale Saint Caprais, Agen, Lot-et-Garonne
- Cathédrale Sainte-Marie, Bayonne, Pyrénées-Atlantiques
- Eglise Saint-Blaise, L'Hôpital-Saint-Blaise, Pyrénées-Atlantiques
- Eglise Sainte Marie, Oloron-Sainte-Marie, Pyrénées-Atlantiques
- Porte Saint Jacques, Saint-Jean-Pied-de-Port, Pyrénées-Atlantiques
- Eglise Saint-Hilaire, Melle, Deux-Sèvres
- Eglise Saint-Hilaire-le-Grand, Poitiers, Vienne
- Eglise Saint-Léonard, Saint-Léonard-de-Noblat, Haute-Vienne

OCCITANIE

- Eglise Notre-Dame de Tramesaygues, Audressein, Ariège
- Cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède, palais épiscopal, ancienne cathédrale et cloître, rempart, Saint-Lizier, Ariège
- Abbatiale Sainte-Foy, Conques, Aveyron
- Pont sur le Dourdou, Conques, Aveyron
- Pont Vieux, Espalion, Aveyron
- Pont sur le Lot, Estaing, Aveyron
- Pont dit "des pèlerins" sur la Boralde, Saint-Chély-d'Aubrac, Aveyron
- Ancienne abbatiale, Saint-Gilles-du-Gard, Gard
- Ancienne cathédrale Notre-Dame, Saint-Bertrand-de-Comminges, Haute-Garonne
- Basilique paléochrétienne, chapelle Saint-Julien, Saint-Bertrand-de-Comminges, Haute-Garonne
- Basilique Saint-Sernin, Toulouse, Haute-Garonne
- Hôtel-Dieu Saint-Jacques, Toulouse, Haute-Garonne
- Basilique Saint-Just, Valcabrère, Haute-Garonne
- Cathédrale Sainte-Marie, Auch, Gers
- Pont de Lartigue, Beaumont / Larressingle, Gers
- Collégiale Saint-Pierre, La Romieu, Gers
- Pont du Diable, Aniane/Saint-Jean-de-Fos, Hérault
- Ancienne abbaye de Gellone, Saint-Guilhem-le-Désert, Hérault

- Pont Valentré, Cahors, Lot
- Cathédrale Saint-Etienne, Cahors, Lot
- Hôpital Saint-Jacques, Figeac, Lot
- Dolmen de Pech-Laglaire 2, Gréalou, Lot
- Cité religieuse, Rocamadour, Lot
- Hospice du Plan et chapelle Notre-Dame-de-l'Assomption, dite chapelle des Templiers, Aragnouet, Hautes-Pyrénées
- Eglise paroissiale Saint-Jean- Baptiste, Gavarnie, Hautes-Pyrénées
- Eglise Saint-Laurent-Notre-Dame, Jézeau, Hautes-Pyrénées
- Eglise Saint-Jacques, Ourdis-Cotdoussan, Hautes-Pyrénées
- Eglise Notre-Dame-du-Bourg, Rabastens, Tarn
- Abbatiale Saint-Pierre et cloître, Moissac, Tarn-et-Garonne

PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

- Eglise Saint-Honorat et nécropole des Alyscamps*, Arles, Bouches-du-Rhône

Tronçons de sentier de la voie du Puy-en-Velay ou Via Podiensis (GR®65)

OCCITANIE

- De Nasbinals à Saint- Chély-d'Aubrac (17 km), Lozère/Aveyron
- De Saint-Côme-d'Olt à Estaing (17 km), Aveyron
- De Montredon à Figeac (18 km), Lot
- De Faycelles à Cajarc (22,5 km), Lot
- De Bach à Cahors (26 km), Lot
- De Lectoure à Condom (35 km), Gers

NOUVELLE AQUITAINE

- D'Aroue à Ostabat (22 km), Pyrénées-Atlantiques

* **Biens à double inscription** : certains biens, déjà inscrits en tant que tels sur la Liste du patrimoine mondial, bénéficient d'une double inscription. Comme par exemple la basilique Sainte-Madeleine de Vézelay (Yonne) inscrite une première fois en 1979 au titre du bien «Basilique et colline de Vézelay» puis, en 1998, au titre du bien «Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France».

Le Bien étant constitué sous la forme d'une série d'éléments tous singuliers par leur histoire et leur architecture, **chaque élément illustre une part de la signification de l'ensemble**. Chacun porte des arguments tirés de ses caractéristiques propres et qui concourent à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble inscrit.

Le Bien constitue **une représentation symbolique du pèlerinage** à travers une sélection d'édifices qui jalonnent les parcours sans les reconstituer : ils illustrent l'univers du pèlerin durant son périple ou le rapport familial d'un fidèle à l'apôtre. Selon l'inspecteur honoraire des patrimoines Olivier Poisson, le bien tel que constitué « **représente le monde des déplacements et des pèlerinages à travers la France du Moyen Âge** et, en particulier, le pèlerinage vers Compostelle »*. Ce choix est la prise en compte du fait qu'il n'existe pas « un chemin de Saint-Jacques » attesté comme tel, d'un point de vue archéologique et historique, mais un usage des réseaux de cheminements et routes, à la différence du bien espagnol.



Le Bien inscrit se présente aussi comme la reconstitution d'une **géographie symbolique**. La sélection a retenu la plupart des sites mentionnés dans plusieurs livres du *Codex Calixtinus***.

Le Bien évoque les réponses apportées aux **besoins physiques et spirituels des pèlerins : dévotion, soin, accueil, franchissement**. Il s'attache à retenir des éléments matériels bâtis pour saisir une pratique de dévotion constituée par la rupture de l'individu avec son univers familier, par son déplacement dans l'espace et son expérience de l'altérité et de l'inconnu, par des gestes ritualisés, des croyances et des comportements. Cette pratique se déroule dans un cadre géographique ample et dans une période de plusieurs siècles.



Si la plupart des sites qui constituent le bien se qualifient dans cette logique globale de la route, quelques-uns, indépendamment d'un argument de localisation sur un axe de circulation commerciale et de passage de pèlerins, illustrent une dévotion locale à saint Jacques apôtre, protecteur et passeur d'âmes. L'édifice témoigne seulement de la popularité du saint, de la vénération des habitants qui se confient à lui ou



UNE HISTOIRE DU PELERINAGE — DE SAINT-JACQUES-COMPOSTELLE

qui le matérialisent dans une représentation sculptée, peinte ou en vitrail.

Sur le chemin, les pèlerins doivent gravir des cols ou franchir des rivières. Des ponts facilitent leur passage. Ils sont construits pour les usages quotidiens et les échanges commerciaux ; certains sont aussi des œuvres pieuses pour le soulagement des « pauvres passants et pèlerins ». Le voyageur est parfois accueilli dans des abbayes, des hospices ou des hôpitaux. Conformément à une tradition qui s'enracine dans l'Antiquité, le soin du corps et de l'âme et la charité se confondent.

Le Bien est constitué de monuments prestigieux dont plusieurs appartiennent à la première liste de protection comme monument historique (1840). Les édifices retenus illustrent de manière remarquablement complète l'**évolution artistique et architecturale européenne** sur plusieurs siècles en présentant des chefs d'œuvre aboutis de style roman ou gothique, ou bien d'édifices classiques ou touchés par l'art baroque ; ils témoignent ainsi du **développement religieux et culturel** du Moyen Âge jusqu'à l'époque moderne.

Enfin, on ne peut appréhender les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle sans prendre en compte leur **dimension anthropologique** : à l'image du soleil qui vient mourir aux confins du monde occidental pour réapparaître à l'orient, le pèlerin se met en route pour accomplir un parcours initiatique, une métamorphose, en quête d'espérance. Compostelle appartient à un **imaginaire collectif** qui l'ancre comme un « chemin » unique. L'expérience individuelle puise dans son histoire

collective portée par les traces, bâties ou non. Aux côtés des **valeurs historiques, artistiques et architecturales, culturelles** qui procèdent de la connaissance des lieux et de l'univers du pèlerinage, identifiées et étudiées par les chercheurs et qui sont consacrées par le Conseil de l'Europe et par l'Unesco, cohabitent des **valeurs spirituelles, humanistes, émotionnelles**, qui procèdent de l'expérience vécue des cheminants d'aujourd'hui. Le bien revêt ainsi un caractère vivant qui le rend singulier.

* *Intervention dans le cadre du colloque international « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France : patrimoine, territoires, historicité », octobre 2018*

** *Manuscrit conservé à la cathédrale de Compostelle. Ensemble de textes comprenant « cinq livres » relatifs au culte, aux miracles, à la translation et au pèlerinage de saint Jacques.*



Troisième des grands pèlerinages de la chrétienté, celui de Compostelle mène depuis le IX^e siècle les pèlerins jusqu'en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, sur le tombeau de saint Jacques, un des douze apôtres. C'est au début des années 830 que son tombeau fut « inventé » non loin du siège épiscopal d'Iria, en Galice. La nouvelle fut immédiatement diffusée. Dès le début du X^e siècle, par la mer ou par voie de terre, les pèlerins se rendirent à Compostelle ; parmi eux, l'évêque du Puy-en-Velay, Godescalc, en 950-951, sans que son itinéraire ne soit connu.

Du XI^e au XIII^e siècle, le pèlerinage connaît son heure de gloire. On y vient et chemin faisant on fait étape dans d'autres sanctuaires où se développent des cultes autour de reliques de saints. C'est une période de grande vitalité des pèlerinages, notamment de la dévotion mariale. Malgré les dangers, riches et pauvres, nobles et mendiants, marchands et artisans s'embarquaient ou se retrouvaient sur les chemins.

Le pèlerinage va se renouveler régulièrement : au XII^e siècle, la construction de la cathédrale romane et la production de nombreux textes, dont le Codex Calixtinus ; au XIII^e siècle, la promesse d'indulgences pour ceux qui se rendraient à Compostelle et visiteraient avec dévotion son sanctuaire ; dans la seconde moitié du XIV^e siècle, la création des années jubilaires dotées d'indulgences plénières chaque fois que le 25 juillet coïncidait avec un dimanche ; au XVII^e siècle, les aménagements baroques à l'intérieur et à l'extérieur de la basilique ; à la fin du XIX^e siècle, la redécouverte des reliques apostoliques et leur authentification par Rome. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, cette revitalisation se traduit par l'identification et l'aménagement des « chemins » tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Des facteurs d'affaiblissement purent parfois tarir le flux de pèlerins devant franchir les Pyrénées : épidémie, critique de la Réforme contre le culte des saints et la vénération des reliques, guerres franco-espagnoles au XVII^e siècle, réglementation restrictive sur la pratique du pèlerinage par l'Etat royal au XVIII^e siècle, déchristianisation au XIX^e siècle.

Dans le dernier tiers du XX^e siècle, la tradition pèlerine a repris toute sa vigueur. Le pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle s'institutionnalise à partir des années 1980, en particulier avec la Déclaration du Conseil de l'Europe le 23 octobre 1987 à Santiago-de-Compostela qui va lancer le programme des Itinéraires culturels.





LES ATTRIBUTS DE L'INSCRIPTION

Un bien du patrimoine mondial est défini par des éléments caractéristiques qui le rendent unique, exceptionnel ou représentatif d'une époque, d'un phénomène, d'un style... Ces éléments caractéristiques d'un bien du patrimoine mondial – appelés « attributs » - justifient la valeur universelle exceptionnelle du bien.

<p>Critère (ii) : témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages.</p>	<p>La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle a joué un rôle essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturels au cours du Bas Moyen-Âge, comme l'illustrent admirablement les monuments soigneusement sélectionnés sur les chemins suivis par les pèlerins en France.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Espace français, Europe occidentale dans ses relations avec la péninsule ibérique • XI^{ème} s – XVIII^{ème} s • Restituer les propos d'un manuscrit composé en 1130 et qui décrit des routes et propose des dévotions à des saints vénérés dans des sanctuaires implantés au long de ces routes • Échanges de formes artistiques et circulations culturelles sur les chemins
<p>Critère (iv) : offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine.</p>	<p>Les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture religieuse et civile structurante d'un itinéraire : édifices à vocation de soins, de dévotion, de franchissement • Églises reliquaires • Aménagements des espaces intérieurs pour les déambulations et dispositifs de présentation des reliques : tombeaux surélevés pour circulation et passage des pèlerins, cryptes, cloître reliquaire, « Tour des corps saints », chapelles rayonnantes • Variété des styles architecturaux et décors offrant un panorama de l'art religieux
<p>Critère (vi) : être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle.</p>	<p>La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle est un témoignage exceptionnel du pouvoir et de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales et dans tous les pays d'Europe au Moyen-Âge.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • culte des saints, rôles et rites • Une tradition pèlerine contemporaine qui réinterprète l'héritage historique en fonction des besoins humains contemporains : marche et hospitalité • Imaginaire : hagiographies, légendaire carolingien, chansons de geste, la Voie Lactée... • du texte à la réalité : la créativité contemporaine inspirée par les indications du Codex Calixtinus • Création artistique et littéraire inspirée par le pèlerinage, la « route », les rencontres...

UN PLAN DE GESTION, DES PLANS DE GESTION

Les Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France sont ce que l'on appelle un « bien en série ». Les 78 composantes sont les facettes d'un seul et même bien du Patrimoine mondial. A ce titre, il convenait de rédiger un Plan de gestion national pour l'ensemble du Bien, visant à en coordonner et harmoniser la gestion, ainsi que de favoriser les échanges et la coopération entre les gestionnaires du Bien, ceux de chaque composante, ainsi que leurs partenaires.

La coordination de la gestion du Bien a été confiée par l'Etat et les collectivités locales gestionnaires à l'Agence française des chemins de Compostelle, basée à Toulouse.



L'élaboration du Plan de gestion national s'est faite dans le cadre d'une démarche participative : les collectivités territoriales, les services de l'Etat, les associations, aussi bien des techniciens que des élus... ont été sollicités dès le début du projet et tout au long de l'élaboration du Plan de gestion national, afin de s'assurer de répondre au mieux à leurs besoins et leurs attentes.

Après 18 mois de travail, le Plan de gestion national est un document présentant un certain nombre d'éléments de contexte et d'historique synthétisés, un bilan de la gestion récente, ainsi que les grands enjeux et la stratégie retenue pour son élaboration.

Le Plan de gestion est surtout constitué d'un programme d'actions pour la période 2023-2027, à la fois ambitieux et réaliste, et décliné en 29 fiches actions réparties en 5 grandes thématiques d'intervention :

- Gouvernance et animation du Bien
- Conserver, restaurer, protéger le Bien, ses composantes, leurs territoires
- Connaître, et diffuser la connaissance sur le Bien
- Développer le Bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer
- Encourager la coopération

Mais le Bien unique étant constitué de 78 composantes, il était aussi important de se pencher sur les moyens de préservation et de développement mis en œuvre pour chacune d'entre elles. C'est pourquoi l'Agence française des chemins de Compostelle a coordonné la rédaction de 78 Plans de gestion locaux. Cette démarche a permis d'une part, de clarifier les rôles des gestionnaires et de réaliser un bilan des informations dont nous disposons pour chaque composante, mais également de s'interroger sur les projets dont ces composantes peuvent être les pivots.



LES ACTIONS MAJEURES

— DU PLAN DE GESTION NATIONAL

Si la valeur du Plan de gestion national réside avant tout dans son caractère complet et transversal, voici quelques actions sélectionnées dans le but de permettre à chacun de visualiser les grands axes et les projets que l'Etat et les collectivités territoriales souhaitent porter pour ce bien du Patrimoine mondial.

Animation de temps d'échanges et de coopération entre les gestionnaires de composantes et leurs partenaires, et mise à disposition de supports techniques

Nous sommes ici au cœur du défi que constitue la gestion d'un bien en série constitué de composantes nombreuses, hétérogènes et réparties inégalement sur la presque totalité du territoire français : faire vivre un réseau d'acteurs nombreux de cultures professionnelles variées, et mettre à leur disposition les outils permettant à la fois de faciliter leur travail, mais aussi de mettre en œuvre une gestion cohérente et harmonieuse.

Coordination des travaux de restauration à l'échelle du bien

Il est important de disposer d'une visibilité globale concernant à la fois les importants moyens déjà investis dans l'entretien et la restauration des monuments qui composent le bien, mais aussi d'une estimation des besoins pour les années à venir afin de pouvoir assurer un pilotage de la recherche de fonds qui ait un réel effet de levier et puisse bénéficier aux plus « petites » composantes.



Prise en compte du changement climatique dans la gestion du bien

Le 50ème anniversaire de la signature de la Convention du Patrimoine mondial, célébré en 2022, a permis de souligner que ce sont bien les conséquences du changement climatique qui constituent aujourd'hui la principale menace sur la préservation des sites de la Liste du patrimoine mondial. Il était donc primordial de prendre cette variable en compte dans les projections de préservation des composantes, mais aussi de porter une réflexion sur les modalités de gestion et de fréquentation touristique du bien en série, afin de s'orienter vers des actions à faible impact environnemental.



Animation d'un conseil scientifique international, de journées d'études, bourses de recherche

Il s'agit ici de stimuler la production de connaissance pluridisciplinaire sous toutes ses formes, en facilitant notamment les échanges au sein de la communauté scientifique internationale, y compris sur le terrain, mais aussi en encourageant les jeunes chercheurs à explorer de nouveaux sujets transversaux allant des valeurs contemporaines du pèlerinage jacquaire à la gestion d'un site complexe du patrimoine mondial, ou encore ses modalités de fréquentation.

Diffusion de la connaissance par l'organisation de colloques, conférences, publications...

L'abondante connaissance déjà produite et celle à venir méritent d'être partagées avec le plus grand nombre, afin notamment de venir nourrir la médiation des sites.

Action éducative et outils pédagogiques

La transmission aux générations futures des valeurs du patrimoine mondial et celles de l'inscription des Chemins de Compostelle fait partie intégrante des responsabilités confiées à tout bien du Patrimoine mondial. Afin de faciliter la mise en place d'un discours qualitatif, lisible, cohérent et ludique, et en capitalisant sur les belles initiatives prises localement, des outils seront mis à disposition des sites qui le souhaitent.

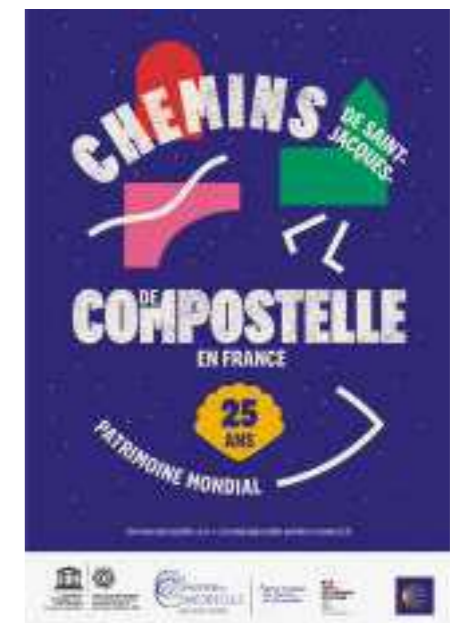


Observation, gestion et développement de la fréquentation touristique sur le bien

Le développement touristique autour de l'itinérance et des sites jacquaires constitue l'un des cœurs de mission de l'Agence française des Chemins de Compostelle. La poursuite de son action dans les domaines de l'observation (comptages, enquêtes) ainsi que du développement de la fréquentation touristique sur et autour du bien passe par l'amplification des actions d'accompagnement (Charte accueil hébergement, promotion...) ainsi que la mise en place de nouveautés de type « courts séjours » qui permettront aux visiteurs de glisser leurs pas dans ceux des pèlerins.

Coordination d'une saison culturelle nationale, accompagnement à la création artistique, mise à disposition d'expositions...

Parce qu'un bien du patrimoine mondial de l'Unesco se doit également d'être un support à la vie culturelle locale et à la création artistique, les sites des composantes sont encouragés chaque année à organiser des événements et manifestations dont l'Agence française des Chemins de Compostelle assure la promotion à travers la création et la diffusion d'un agenda culturel. L'Agence accompagne également des créations d'œuvres d'art refuges, et met à disposition un grand choix d'expositions.



Outils de promotion touristique et de communication, mise en réseau des acteurs de la communication et de l'accueil et promotion touristique

Afin d'assurer une communication et une promotion touristique cohérentes et qualitatives, de nombreux outils et documents cadres sont produits et mis à disposition des gestionnaires, et continueront à être développés pour toujours mieux répondre à leurs attentes et besoins. Ils permettent notamment de traiter les sujets de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, des valeurs et responsabilités liés à cette distinction, de la place de chaque composante



LES ACTEURS DU BIEN

L'ÉTAT :

L'Etat est le garant de la protection et de la conservation de l'ensemble des édifices classés au titre des Monuments Historiques, des sites et paysages écrins des sections de sentiers, et de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en tant que signataire. Il est également propriétaire de 12 composantes sur les 78 composantes que compte le bien. Enfin, les décrets d'application publiés le 29 mars 2017 au sujet des dispositions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 concernant les sites du Patrimoine mondial stipulent que les Plans de gestion font l'objet d'un arrêté du Préfet de région.

L'AGENCE FRANÇAISE DES CHEMINS DE COMPOSTELLE (AFCC) :

L'Agence française des chemins de Compostelle a pour objet statutaire de définir et de mettre en œuvre une coopération interrégionale et transnationale permanente pour la reconnaissance, la restauration, la mise en valeur et l'animation des anciens itinéraires de pèlerinage appelés chemins vers Compostelle et de tous les biens inscrits qui s'y rattachent. Elle réunit plus de 170 adhérents dans 10 régions françaises parmi lesquels une centaine de collectivités territoriales –

Régions, Départements, communes et EPCI -, et de nombreuses associations.

En tant que représentant des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires et par délégation de la part de l'Etat, l'Agence anime la coordination et le suivi du Plan de gestion, et porte ou soutient du point de vue technique et/ou financier un grand nombre d'actions du Plan de gestion.

LES PROPRIÉTAIRES ET GESTIONNAIRES :

- Etat : 12 édifices, dont 6 gérés en tout ou partie par le Centre des Monuments nationaux
 - 57 communes
 - 13 intercommunalités
 - 8 Départements
 - 2 établissements publics hospitaliers
 - Diverses personnes privées
- 69 des 92 communes ont moins de 5 000 habitants, 15 villes ont plus de 20 000 habitants, 10 villes de 5 à 20 000 habitants et la Ville de Paris (plus d'un million d'habitants).

Près de 1 500 acteurs ou organismes sont concernés par la préservation, la gestion, la valorisation et le rayonnement du Bien.

au sein d'un seul et unique bien en série, des contextes historiques, religieux, mais aussi spirituels ou contemporains de l'itinérance.

Projets de coopération à l'échelle nationale et internationale

On connaît toute la richesse que crée le partage d'expériences, qui permet de s'inspirer des initiatives prises ailleurs et de capitaliser sur les réussites des uns et des autres. A ce titre, les partenaires naturels d'éventuels projets de coopération nationale et internationale sont :

- l'ensemble des sites jacquaires non-inscrits par l'Unesco, les 78 composantes du bien inscrit l'ayant été à titre de témoignage d'un fait patrimonial, culturel et spirituel plus large ;
- les autres sites français de la Liste du Patrimoine mondial, rassemblés au sein de l'Association des Biens français du Patrimoine mondial, qui malgré la diversité des périodes historiques, des typologies patrimoniales et des régions représentées ont bien plus de points communs que de différences ;
- les versants espagnols et portugais des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle, avec qui les échanges permettent de restituer sa continuité et sa dimension interculturelle à l'itinérance ;

- les autres sites majeurs de pèlerinage ou grandes « routes » inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial en Amérique latine et en Asie.



S'agissant d'un patrimoine revêtant une valeur pour l'ensemble de l'humanité, nous vous encourageons à approfondir votre connaissance et votre compréhension de la gestion du Bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » en vous rendant sur le site : www.cheminscompostelle-patrimoinemondial.fr où vous aurez la possibilité de consulter le document « Plan de gestion ».





LES INSTANCES DE CONCERTATION ET DE SUIVI

Le comité de Bien

Dans le but d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion du Bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », un Comité interrégional a été instauré le 19 janvier 2015. Cette instance décisionnaire est chargée de :

- assurer la gouvernance globale du bien ;
- faciliter la mise en œuvre du Plan de gestion en favorisant l'accompagnement technique et financier des actions retenues ;
- vérifier sa mise en œuvre en assurant le suivi et l'évaluation des actions, puis en validant les rapports de gestion ;
- mettre à jour le Plan de gestion au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Le Comité interrégional assume ainsi le rôle d'autorité transversale de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*. Il se réunit une fois par an.

Ce Comité interrégional est co-présidé par le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du Bien et le président de l'Agence française des Chemins de Compostelle.

Commissions locales et départementales

Instances de gouvernance locale, les commissions locales et départementales sont co-présidées par les représentants de l'État, garant de la protection du Bien, et des collectivités propriétaires ou des collectivités territoriales qui assurent un rôle de coordination à l'échelle de plusieurs composantes. Lieu privilégié de la concertation et du débat entre tous les acteurs, elles veillent au suivi de la bonne conservation du

Bien. Elles examinent tout projet d'aménagement ou d'urbanisation qui pourrait affecter la valeur universelle exceptionnelle du Bien.

Des référents

Dans chaque DRAC et DREAL, l'Etat a désigné des référents chargés du suivi et accompagnement technique des biens inscrits. Sur chacune des 78 composantes, un effort de structuration a débuté pour la désignation d'élus et de techniciens référents qui seront à la fois des animateurs, des passeurs d'information, des ressources et des gestionnaires.

Le conseil scientifique

Le conseil scientifique est l'instance consultative du comité de bien interrégional. Il apporte son expertise sur tout sujet scientifique en relation avec la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France ». Ses membres couvrent plusieurs champs disciplinaires : histoire, histoire de l'art, anthropologie et sociologie, médiation, tourisme et sont issus de plusieurs universités laboratoires ou organismes qualifiés.

- **En France** : 160 km inscrits sur le chemin du Puy-en-Velay (GR®65) parmi 17451 km de sentiers balisés, homologués ou non, et dits de Saint-Jacques.
- **En Europe** : 276 chemins de Saint-Jacques de Compostelle totalisant environ 82000 km
- **Nombre de cheminants estimés en France** : Au moins 30 000 ... mais + de 60 000 à Saint-Jean-Pied de Port.
- **Nombre de visiteurs dans les édifices** : plusieurs millions.

DES RÉFÉRENCES ET DES OUTILS

Ministère de la Culture, Dossier de candidature pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », 1997, 782p.

<http://whc.unesco.org/fr/list/868/documents/>

Atlas de la délimitation des composantes inscrites [En ligne]

Préfecture de Région Occitanie / DRAC Occitanie, Actes du 1er Comité interrégional du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », Toulouse, 19 janvier 2015, 2015, 108p.

Actes du 2ème Comité interrégional du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », Toulouse, 30 et 31 mars 2016, 2017, 180 p. [En ligne]

<https://www.chemins-compostelle.com/rencontres-autour-du-bien>

RAYSSAC Sébastien, CAZES Quitterie (dir.) Vers Compostelle – Regard contemporain sur les chemins de Saint-Jacques. Colloque international Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France : territoires, patrimoines, historicité, LISST, FRAMESPA, Agence française des Chemins de Compostelle, Toulouse/ Cahors, 25-27 octobre 2018, Presses Universitaires du Midi, 2022



Géocompostelle

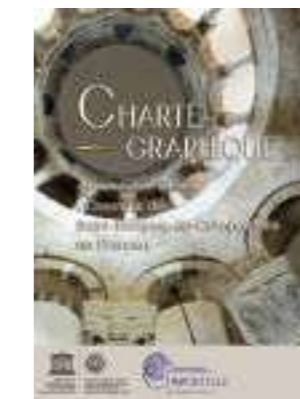
Cet outil permet aux gestionnaires et propriétaires d'une composante du Bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » de saisir et suivre leur plan de gestion. La base réunit les fiches actions et toutes les pièces annexes du plan. Elle n'est accessible qu'aux propriétaires, gestionnaires, aux services de l'Etat et au Centre du patrimoine mondial.

<https://geocompostelle.fr/>

Signalétique

Des préconisations ont été élaborées pour harmoniser des dispositifs de médiation dans les communes concernées par le bien : panneaux d'interprétation, clous de marquage au sol du cheminement pédestre, panneaux routier et autoroutier.

Charte d'identité visuelle



La charte graphique apporte une identité au bien : sa mise en œuvre est un enjeu majeur de communication pour les années à venir. Elle reprend deux symboles : la coquille frappée de la Voie Lactée, ce chemin d'étoiles symbolique. Le logo est personnalisé à chaque composante. Il fait l'objet d'un dépôt de marque à l'INPI

pour en protéger l'usage. La charte est destinée à identifier les productions et éditions en rapport avec le bien, afin de le distinguer dans l'ensemble si vaste des chemins, des patrimoines, des initiatives...

Le référentiel « Chemins faisons... »



Le socle des plans de gestion des 7 sections de sentier s'appuie sur l'étude de cadrage « Chemins faisons... » Conduite durant 18 mois, elle s'est déclinée sur une méthode commune et participative, réunissant collectivités, associations, FFRP, PNR, CAUE, OT, agriculteurs... Il s'agit de définir des objectifs de qualité paysagère et patrimoniale,

des orientations communes et propres à chaque section, d'identifier les actions à mener, de susciter des dynamiques collectives d'échanges, de partage et de co-construction. Rendus communicables à la demande par l'AFCC ou les référents locaux.

Bonnes pratiques

Une exposition itinérante ou téléchargeable en ligne : des expérimentations, des réalisations exemplaires de valorisation du patrimoine et de l'itinérance jacquaire. Elle est régulièrement augmentée avec le participation de tous.

<https://www.chemins-compostelle.com/valorisation-des-chemins-exposition-virtuelle>

UN SOCLE DE CONNAISSANCES POUR ENRICHIR — LA GESTION DU BIEN ET L'EXPÉRIENCE DES VISITEURS

Depuis le dépôt de la candidature en 1996, la connaissance des pèlerins, la conception même du pèlerinage à saint Jacques et l'interprétation de ses patrimoines matériels et immatériels se sont renouvelées en même temps que le phénomène jacquaire prenait de l'ampleur : aménagements innombrables, fréquentations accrues... La gestion du bien doit donc reposer sur un socle de connaissances scientifiques actualisées. La médiation des savoirs enrichit l'expérience du visiteur, qu'il soit pèlerin, randonneur, touriste, habitant ou scolaire. Le développement de la connaissance et son transfert vers les professionnels, les bénévoles et le grand public, orientent le travail du conseil scientifique.



Fiches mémos par les membres du conseil scientifique [en ligne] ; www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr

ILS TÉMOIGNENT..



L'élaboration du plan de gestion est un temps rare dans la vie d'un monument. Rares ces moments consacrés à la connaissance, et la méconnaissance, de notre site. Rare ce point d'étape sur plusieurs décennies de valorisation du bien. Rares ces réunions où nous tentons, tous ensemble, de définir notre feuille de route pour les années à venir. Se crée autour de la rédaction du plan de gestion une communauté de réflexion et d'action, tant au niveau local qu'au plan national. Avec le soutien efficace de l'équipe de l'Agence Française des Chemins de Compostelle.

Luc Jolivel, chef de projet patrimoine de la Ville La Charité-sur-Loire (Nièvre)



Ce plan de gestion a été un formidable support de concertation, de dialogue, de partage de constats et d'initiatives. Il a permis d'affirmer que l'abbatiale de Saint Gilles, en tant qu'édifice patrimonial et en tant que monument emblématique de la ville, est centrale au développement de la commune et du territoire. Ce rôle moteur et fédérateur est valorisé et structuré grâce à sa place dans le bien en série « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France ». La réalisation des actions développées dans ce plan de gestion permettra de consolider cette place, et – je l'espère – contribuer au rayonnement de l'ensemble du réseau.

Géraldine Breuil, Adjointe au maire de Saint Gilles, déléguée à la Rénovation du centre historique, au Patrimoine et à la Politique de la ville (Gard)



Pour ma part, la démarche engagée sur le plan de gestion a été un vrai levier de partenariat, efficace, entre les deux composantes du Grand Est. Cette amorce va se concrétiser avec les 25 ans du label que nous allons fêter ensemble, pour le plus grand plaisir du public !

Pascaline Watier, animatrice du patrimoine à Châlons-en-Champagne (Marne)



Le Conseil Départemental portait le projet afin d'accompagner les 4 petites communes qui n'avaient pas les moyens pour cette prospective. Je me suis attelée à la tâche avec l'aide des communes, des Amis de Saint-Jacques, des Offices de Tourisme et des services des archives départementales et du conseil départemental. Ce fut une expérience unique et enrichissante. La démarche nous a permis d'approfondir l'histoire des sites, renforçant leur raison d'être dans cet ensemble. Le travail d'équipe a permis de prendre conscience de la valeur universelle et de dynamiser la valorisation et de créer des liens entre les services départementaux, les communes et les associations.

A présent comme guide-conférencière au PAH Aure et Louron, je participe à la valorisation des composantes de Jézeau et Aragnouet. Nous avons créé un mini comité de pilotage pour mutualiser les moyens. Le travail sur le plan de gestion a donné une nouvelle impulsion.

Nous n'en sommes qu'au début !

Cécile Delaumone, guide-conférencière au pays d'art et d'histoire Aure et Louron (Hautes-Pyrénées)



Les chemins de St jacques de Compostelle en Aveyron permettent la découverte de notre histoire, de nos terres d'émotion, de nos grands espaces de plateaux et de vallées reliés par des ponts et comme disait Issac Nexton « les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts... ».

David Minerva, Chargé de mission UNESCO, Conseil départemental de l'Aveyron



L'organisation des réunions du Plan de Gestion sur St-Lizier a été une expérience particulièrement enrichissante, nous permettant de prendre conscience de notre patrimoine exceptionnel et de sa valeur universelle.

Des liens forts ont été créés

entre les deux propriétaires de la composante, les institutions et les acteurs locaux, pour construire un village à l'unisson. Sans l'appui de l'ingénierie de l'AFCC, de la Sous-Préfecture et du Conseil Départemental de l'Ariège, nous n'aurions pas été en mesure de produire état des lieux, plan d'action pluriannuel et fiches actions opérationnelles pour des projets qui aujourd'hui nous paraissent incontournables.

Marie-Line Forneiron, Adjointe au Maire de Saint-Lizier (Ariège)



L'abbaye de Sorde, est un ensemble patrimonial complexe. Trois collectivités territoriales en sont propriétaires et gestionnaires : le Département des Landes, la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans et la Commune de Sorde-l'Abbaye, liées

par une convention de partenariat et s'appuyant sur une chargée de projet recrutée pour élaborer et valider un plan de gestion.

L'état des lieux a été l'occasion d'identifier des actions prioritaires en termes de connaissance, de conservation ou de restauration du site : le besoin d'une évaluation de l'état sanitaire des bâtiments et la nécessité de renforcer la connaissance du site. La démarche d'élaboration du plan de gestion a constitué une étape importante pour les trois collectivités partenaires, leur permettant de construire une réflexion commune, de mettre en cohérence les actions et projets, de définir conjointement des objectifs et un plan d'actions partagé pour ce site patrimonial majeur des Landes.

Elia Gimenez, chargée du projet patrimonial et culturel, Communauté des Communes Orthe et Arrigans (Landes)



Comme le chemin réel, celui que nous avons emprunté pour réaliser notre plan de gestion nous a amené au-delà de ce que nous pensions. Ce fut un travail ... Pénible parce qu'il nous a obligé à porter un regard analytique et sans aménité sur nos pratiques, notre offre, notre

fonctionnement, nos habitudes... Et lumineux parce que cela a été un outil d'initiation pour les techniciens, comme pour les élus à des thématiques telles que le Paysage, à la recherche de résolution de problèmes juridiques et urbanistiques, à la recherche de cohésion avec les autres territoires (le chemin étant sans frontières). Ce fut aussi l'occasion de mettre en exergue toutes les actions déjà intervenues pour valoriser et sécuriser le « St Jacques » et donc de ressentir une certaine fierté du travail déjà réalisé. Nous en sommes sorties fatiguées mais grandes !!!

Claire Molinier, directrice générale des services, Communauté de Communes Comtal Lot et Truyère (Aveyron)

LE PLAN DE GESTION EST DÉJÀ ENCLENCHÉ :

2014 : 1^{er} rapport d'évaluation périodique

2015 : 1^{er} Comité de bien

2016 : délimitation des parcelles des composantes inscrites et 2^{ème} comité de bien

2017 : approbation de la proposition de déclaration de valeur universelle exceptionnelle

1^{er} octobre 2020 : lancement du processus de travail sur les plans de gestion locaux

2021 : examen par l'UNESCO et renvoi pour ajustement des propositions de zones tampon

2021 - juin 2022 : étude diagnostics et ateliers terrain «Chemins faisons» sur les 7 sections

Automne 2021 / mai 2022 : 3 séquences d'ateliers pour préparer le volet national

2023 : 2^{ème} rapport d'évaluation périodique et dépôt du 1^{er} plan de gestion



78... cela n'aurait pu être que 4, ou 7 ou ... 800 ou des milliers de kilomètres !
Tel qu'il est, symbolique, illustratif, représentatif, modeste, d'ampleur, de pierre, d'oeuvres d'art, d'humanité... il a vocation à être exemplaire.
Il est aussi le bien commun de tous ceux qui agissent pour un développement humain et local et pour la transmission de cet héritage... Les acteurs sur les chemins, où qu'ils se localisent, sont donc solidairement responsables de sa préservation et son rayonnement. Soyons en fiers !

CONTACTS :

Agence française des chemins de Compostelle
 4, rue Clémence Isaure – 31000 Toulouse
 + 33 (0) 5 62 27 00 05 – accueil@chemins-compostelle.com
www.chemins-compostelle.com
www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr

Crédits Photos : © AFCC Compostelle, JJ Gelbart,
 Conception : Caroline Tremesaygues - graphiste



et l'ensemble des adhérents de l'Agence française des chemins de Compostelle.

Partenaires :



Avec le concours du cabinet SIA Héritage



Agence française
des chemins
de Compostelle



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de l'administration pénitentiaire**

**Direction Interrégionale des
Services Pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Décision portant délégation

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la Loi organique n° 2009-43 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment ses articles 64, 86, 104 et 226 ;

Vu le décret n° 93-232 du 22 février 1993 relatif au service central de prévention de la corruption institué par la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ; modifié par ordonnance n° 2008-1161 du 13 novembre 2008 art 4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2025-1275 du 22 décembre 2025 relatif à l'organisation du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2016-1877 du 27 décembre 2016 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des directions interrégionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer ;

Vu le décret n° 2018-803 du 24 septembre modifiant le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2006 portant règlement de la comptabilité du ministère de la Justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er juin 2010 portant règlement de la comptabilité du ministère de la justice et des libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2013 portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » et leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant le ressort territorial des directions interrégionales de l'administration pénitentiaire et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 21 juin 2021, nommant M. Paul LOUCHOUARN, directeur interrégional des services pénitentiaires de Lyon, pour la Région Auvergne Rhône-Alpes, à compter du 28 juin 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 de Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la région Auvergne Rhône-Alpes, portant délégation de signature au titre des articles 10 et 75 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique en matière d'ordonnancement secondaire à M. Paul LOUCHOUARN, directeur interrégional des services pénitentiaires de Lyon.

Décide :

Article 1 :

Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de procéder, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional, à l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel du programme 107 (titre 3) (affectation des crédits aux centres financiers, mouvements de crédits entre centres financiers, mouvements de fongibilité asymétrique) :

- Madame Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
- Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
- Monsieur Jean-Philippe RIGAT, chef du département budget et finances
- Madame Véronique MARIN, adjointe au chef du département budget et finances

Article 2 :

Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de procéder, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional, à l'ensemble des actes relatifs aux dépenses de personnel (titre 2) du programme 107 :

- Madame Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
- Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
- Madame FANET Marie, cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales,
- Madame NIANG Ndeye-Néné, adjointe à la cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales,
- Monsieur MAHMOUD Tamim, chef d'unité de gestion administrative et financière du personnel,
- Monsieur Jean-Philippe RIGAT, chef du département budget et finances (actes de désignation des mandataires suppléants des régies du ressort)
- Madame Véronique MARIN, adjointe au chef du département budget et finances (actes de désignation des mandataires suppléants des régies du ressort)

Les personnes citées dans l'annexe 2 de la présente, ont la faculté de signer les actes administratifs relevant de la gestion des ressources humaines de la direction interrégionale sur ses crédits aux programmes et aux titres visés au présent article.

Article 3 :

Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement de l'Etat (signature du bon de commande, réalisation de demande d'achat, pénalités), de vérification et d'attestation du service fait relatifs au budget opérationnel du programme 107 et rattaché au centre financier 0107-F004-0001, quel que soit le montant :

- Monsieur Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
- Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
- Monsieur Jean-Philippe RIGAT, chef du département budget et finances
- Madame Véronique MARIN, adjointe au chef du département budget et finances

Les personnes citées dans l'annexe 1 de la présente, ont la faculté de signer des bons de commande, d'établir des demandes d'achat engageant financièrement la direction interrégionale sur ses crédits au programme et aux titres visés au présent article dès lors que les montants sont inférieurs à 7 000 € HT pour ce qui concerne les achats alimentaires au profit des détenus ou de cantines (également par carte achats) et à 4 000 € HT pour les autres dépenses.

Les personnes citées à l'annexe 1 de la présente ont la faculté de vérifier et attester du service fait quel que soit le montant de ce dernier.

Article 4 :

Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué des recettes et des dépenses, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement de l'Etat (signature du bon de commande), de vérification du service fait et d'ordonnement de la dépense (validation des demandes de paiement) relatifs à l'ordonnement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 "cantine des détenus et travail dans le cadre pénitentiaire" et rattaché au centre financier 912-S01 et 912- S02 :

- Monsieur Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
- Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
- Monsieur Jean-Philippe RIGAT, chef du département budget et finances
- Madame Véronique MARIN, adjointe au chef du département budget et finances

Les personnes citées dans l'annexe 1 de la présente, ont la faculté de signer des bons de commande, établir des demandes d'achat engageant financièrement la direction interrégionale sur ses crédits aux programmes et aux titres visés au présent article.

Article 5 :

Subdélégation est donnée aux personnes suivantes, à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional, en qualité d'ordonnateur des recettes et des dépenses, les marchés de travaux, prestations intellectuelles, fournitures courantes et services relevant du titre 5 du programme 107 rattaché au centre financier 0107-F175-6975, dans les conditions suivantes.

Les personnes listées ci-dessous ont la faculté de signer les décisions créatrices de droits pour un tiers et/ou engageant une dépense. Les droits sont différents selon le mode de passation du marché de rattachement :

- Pour les marchés passés selon une procédure formalisée
 - Madame Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
 - Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
 - Monsieur Kevin JAVOUHEY, chef du département des affaires immobilières
- Pour les marchés passés selon une procédure adaptée
 - Madame Julie MILLET, directrice interrégionale adjointe,
 - Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
 - Monsieur Kevin JAVOUHEY, chef du département des affaires immobilières
 - Madame Mélanie GOSSET, adjointe au chef de département, cheffe de l'Unité des opérations,
 - Madame Camille PENASA, chef de l'Unité d'appui aux affaires immobilières
 - Madame Delphine MASSABUAU, cheffe de l'unité études et gestion de patrimoine

Ces mêmes personnes pourront également signer les décisions qui ne créent pas de droits pour un tiers et qui n'engagent pas une dépense. Il en ira de même pour les personnes listées à l'annexe 3 de la présente décision.

Article 6 :

Subdélégation est donnée à Madame Julie MILLET, à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional, en qualité d'ordonnateurs des recettes et des dépenses, l'ensemble des décisions relevant du titre 6 (attribution de subvention, aide directe indigence) relatif au budget opérationnel du programme 107 et rattaché au centre financier 0107-F004-0001, quel que soit le montant.

Les personnes listées ci-dessous ont la faculté de signer les rétablissements d'avances aux régisseurs au titre du versement de l'indigence des détenus :

- Madame Coralie WALUGA, secrétaire générale,
- Monsieur Jean-Philippe RIGAT, chef du département budget et finances
- Madame Véronique MARIN, adjointe au chef du département budget et finances

Article 7 :

La décision du 27 mars 2026 relative aux subdélégations de signature du directeur interrégional des services pénitentiaires de la région Auvergne Rhône-Alpes est abrogée.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 29 avril 2026

Le directeur interrégional des services
pénitentiaires de Lyon,

Paul LOUCHOUARN

Annexe 1 : LISTE DES ORDONNATEURS SECONDAIRES SUBDELEGUES Art 3 et 4, DISP RAA

Établissement de coût	(centre)	Subdélégation donnée au chef d'établissement (nom, prénom)	Subdélégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef d'établissement (nom, prénom)	Subdélégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint (nom, prénom, fonction) dont valideurs chœurs Formulaires (valideur DA et EJM) et chœurs DT (rôle service gestionnaire)	Subdélégation donnée uniquement pour les ordres à payer relatifs aux cartes achats - chœurs communication - Chœurs Formulaires (saisisseur DA et EJM) frais de déplacements chœurs DT (rôle service gestionnaire)	Subdélégation donnée aux agents habilités à certifier les services faits
CD ROANNE		MARION Sylvie	CONVERT Césarine	ROYO (née CARETTE) Sandie MAGNIAN Vinciane	ROYO (née CARETTE) Sandie MAGNIAN Vinciane	MAGNIAN Vinciane DUCROUX Sylvie BAILLET Géraldine
CP AITON		BOIVENT Fabien	BARTHELEMY Marion	BAILLET Géraldine DUPARQUE Valérie CONDOM Léa	BAILLET Géraldine DUPARQUE Valérie	DUPARQUE Valérie GAION I Clémence DARDILLAC Laurence NEBBACH Khalid
CP BOURG EN BRESSE		GUIDI Olivier		GAIONI Clémence PERNIN Laurie DARDILLAC Laurence HELALI Farida NEBBACH Khalid	GAIONI Clémence DARDILLAC Laurence NEBBACH Khalid PERNIN Laurie HELALI Farida	MARTHOURET Armelle PROST Marie-Alix GAILLET Marion ZORAN Jean-Claude TERRET Dorine BATOURI Sofya
CP MOULINS		NOURRY Claire	BOUCHARIN Fabrice	MARTHOURET Armelle PROST Marie-Alix GAILLET Marion	MARTHOURET Armelle PROST Marie-Alix GAILLET Marion	MARTHOURET Armelle PROST Marie-Alix GAILLET Marion ZORAN Jean-Claude TERRET Dorine BATOURI Sofya
CP ST QUENTIN FALLAVIER		CHAREYRON Jérôme	WIART Jean-Christophe	PAHON Renée	BATOURI Sofya COULON Damien	BATOURI Sofya
CSL LYON		MENDES Moïse	GW'YNN Chloé		DECUYPERE Danièle	DECUYPERE Danièle
EPM RHONE		TRIPONEY Céline	TASSY Emma	FERSLI Marta	FERSLI Marta	FERSLI Marta
MA AURILLAC		MINY Johan	COURTOT Guillaume	SERIEYS Stéphanie	SERIEYS Stéphanie	SERIEYS Stéphanie
MA BONNEVILLE		PSIKUS Piotr	ROBIN Eric	WERNIMONT Nathalie PSIKUS Sandrine	WERNIMONT Nathalie PSIKUS Sandrine	WERNIMONT Nathalie PSIKUS Sandrine
MA CHAMBERY		JOLY Gwanail	PAMART Christophe	ANCEAUX Doriane MAILLOT Sabine	ANCEAUX Doriane MAILLOT Sabine	ANCEAUX Doriane MAILLOT Sabine
CP GRENOBLE-VARCES		MALLE Patrick	CUSANNO Béatrice	BOUGHANMI Sabrina GARCIA Nathalie	BOUGHANMI Sabrina GARCIA Nathalie	BOUGHANMI Sabrina GARCIA Nathalie
MA LE PUY EN VELAY		CHARLIN Christelle	BEALNES Alexandre	SCHULTEISS Ortane VILLEDEU Eva	SCHULTEISS Ortane VILLEDEU Eva	SCHULTEISS Ortane VILLEDEU Eva
MA LYON - CORBAS		LEBRETON Dabla	Emma MAH-NAHRI	KREGIEL Emma LAPALU Julien	KREGIEL Emma LAPALU Julien	KREGIEL Emma LAPALU Julien
MA MONTLUCON		WENZEL Nadine	PETITJEAN Frédéric	MARTIN Sophie-Stéphanie GOSSOIN Ghyslaine PEIER Justine	MARTIN Sophie-Stéphanie GOSSOIN Ghyslaine PEIER Justine	MARTIN Sophie GOSSOIN Ghyslaine
MA PRIVAS		MATHEU Cyril	OSTACOLO Bruno	VARTABEDIAN Corinne SCHRAMM épouse MATHIEU Florence GAGNAIRE Anne TEIXIDOR Sarah	VARTABEDIAN Corinne SCHRAMM épouse MATHIEU Florence GAGNAIRE Anne TEIXIDOR Sarah	VARTABEDIAN Corinne SCHRAMM épouse MATHIEU Florence TEIXIDOR Sarah
CP SAINT-ETIENNE		RODDE Cécile	COMMARMOND Laura	TEIXIDOR Sarah MALLARD (née MAUDUIT-GOUBIER) Mélanie VIALETTE Morgane	MALLARD (née MAUDUIT-GOUBIER) Mélanie GAGNAIRE Anne VIALETTE Morgane	MALLARD (née MAUDUIT-GOUBIER) Mélanie VIALETTE Morgane GAGNAIRE Anne
CP VALENCE			BORTOLIN Elisabeth	ASTIER-DEMAJOC Jocelyne DACHIER Solène BONNEL Corinne COMMERCON Virginie	ASTIER-DEMAJOC Jocelyne BONNEL Corinne DACHIER Solène COMMERCON Virginie	ASTIER-DEMAJOC Jocelyne BONNEL Corinne
CP RIOM		REYMOND Alain	PAGANI Paul	RANOUX Magalie LEMORT Bertrand ROME Claudine	RANOUX Magalie LEMORT Bertrand ROME Claudine	RANOUX Magalie LEMORT Bertrand ROME Claudine, adjointe
CP VILLEFRANCHE/ SAONE		BOYER Aude	DUCCLOS Florence	LAIUVAUX Nathalie BACKHOVEN Philippe RUIZ Marilyne	LAIUVAUX Nathalie BACKHOVEN Philippe RUIZ Marilyne	LAIUVAUX Nathalie BACKHOVEN Philippe RUIZ Marilyne
SPIP AIN		BELLAHCENE Caramé	GIBIER Jérôme	LONGO Carole BOLAND Christine		BOLAND Christine LONGO Carole
SPIP ALLIER		DESCAMPS CAPELLO Corinne	MARTHOURET Jérôme	BAUDOIN Isabelle SOULLAT Sylvie	SOULLAT Sylvie BAUDOIN Isabelle	SOULLAT Sylvie BAUDOIN Isabelle
SPIP DROME/ARDECHE		THOMAS Nadège	FODOR Nathalie	DEROUX Marie-Laure AUBOURDY Nathalie	DEROUX Marie-Laure AUBOURDY Nathalie	DEROUX Marie-Laure AUBOURDY Nathalie
SPIP ISERE		SDIRI Rachid	MERCHAT Laurent	DAUMET Bruno LAVILLE Claudine JEANNEROT Nathalie CHARROIN Marie-Pierre	DAUMET Bruno LAVILLE Claudine JEANNEROT Nathalie CHARROIN Marie-Pierre	DAUMET Bruno LAVILLE Claudine CHARROIN Marie-Pierre JEANNEROT Nathalie LEROY Marie-Françoise CARDOSO Marie-Christine FONTAINE David GONZALES Florence BONNET Delphine
SPIP LOIRE		LAFAY Bruno	DERRO Elisa	JEANNEROT Nathalie CHARROIN Marie-Pierre	JEANNEROT Nathalie CHARROIN Marie-Pierre	JEANNEROT Nathalie LEROY Marie-Françoise CARDOSO Marie-Christine FONTAINE David GONZALES Florence BONNET Delphine
SPIP HAUTE LOIRE		MARTIN Sandra	LEBOUCHE Adeline	CARDOSO Marie-Christine FONTAINE David	CARDOSO Marie-Christine FONTAINE David	CARDOSO Marie-Christine FONTAINE David
SPIP PUY DE DOME/CANTAL			CHINON Armelle	GONZALES Florence BONNET Delphine	GONZALES Florence BONNET Delphine	GONZALES Florence BONNET Delphine
SPIP RHONE		MONTIGNY Alain	ZAMBONI Caroline	ZEIZIG Emmanuelle BERTRAND Mikael BELABBAS Nadjate REYNARD Sandrine TRIKIGUICHONNET Alexandra	REYNARD Sandrine TRIKIGUICHONNET Alexandra BERARDI Valérie	ZEIZIG Emmanuelle BIGGIO Marie-Sophie MEYER Jade MANSANTI Amandine PORTIER Marie STEPHAN Marie-Pierre BERTRAND Mikael BERGER Patricia MONTIGNEAUX Matthieu BELABBAS Nadjate REYNARD Sandrine
SPIP SAVOIE		GROLLIER Bernard	AGHINA Cécile	BERARDI Valérie DI-MAURO Sophie GARDETTE Amélie	BERARDI Valérie	BERARDI Valérie
SPIP HAUTE SAVOIE		THOUVENIN Johanne	CABA Andréa	KEITA Abdoulaye BURDIN Laurence	KEITA Abdoulaye BURDIN Laurence	BURDIN Laurence
CIRP		THIBAUD Servane	BOUR Damien	STARON Brigitte DOMAS Julie	STARON Brigitte DOMAS Julie	STARON Brigitte DOMAS Julie
ERIS		GUYOT Emmanuel	ASNARD Julien	DOMAS Julie	DOMAS Julie	DOMAS Julie
CYNO		FABREGUE Sylvain	LIVET Mégane	DOMAS Julie	DOMAS Julie	DOMAS Julie
ARPEJ		LEFAURICHON Julie	ROTH Didier	FAYOLLE Cécile EPRON Ludovic AKAYOUSSE Akram	FAYOLLE Cécile	FAYOLLE Cécile
MLRV		DRILLIEN Denise	MARLIOT Laurence			
UPR		VELTEN Julien	DENIS Jean		DAMIAO Ana-Maria	DAMIAO Ana-Maria
DISP SIEGE / CELLULE INTERREGIONALE DEFENSE ET SECURITE		BOYER Jimmy	BENRAOUDA Hamza		BENRAOUDA Hamza	BOYER Jimmy BENRAOUDA Hamza
DISP SIEGE / CABINET		SANTINI Sophie	ROKICKI Laetitia		BARRIER Maéva	
DISP SIEGE/DBF		RIGAT Jean-Philippe	MARIN Véronique	BOMBRUN Françoise	FIDELE Marie-Françoise DURAND Stéphanie BLANC Frédéric CHALOYARD Gaëlle PORCELLI Brice GERARD Frédéric	PORCELLI Brice GERARD Frédéric FIDELE Marie-Françoise CHALOYARD Gaëlle BLANC Frédéric
DISP SIEGE/ANITE RECRUTEMENT FORMATION ET QUALIFICATION		MOUSSAOUI Amina	PEILLEX Karen	MOUSSAOUI Amina QUEMERAIS Richard ZOGHLAMI Ibtissem WETTERWALD Aude POURREYRON Denis USSON Cécile DEFON Sandra MALLY Adrien	MOUSSAOUI Amina QUEMERAIS Richard PEILLEX Karen ZOGHLAMI Ibtissem WETTERWALD Aude POURREYRON Denis USSON Cécile DEFON Sandra VAURE Corinne MALLY Adrien BARBARIN Elyse	MOUSSAOUI Amina QUEMERAIS Richard PEILLEX Karen ZOGHLAMI Ibtissem WETTERWALD Aude POURREYRON Denis USSON Cécile DEFON Sandra VAURE Corinne MALLY Adrien BARBARIN Elyse
DISP SIEGE/DRHRS		FANET Marie	NIANG Ndeye-Nané	MONCADA Xavier MAHMOUD Tamim RABAH-PICASSO Lina HACHIM Yamina TABURET Alison	DUBREUIL Sylviane MARMONNIER Jézabelle GASSAMA Fatoumata AYARI Imrane FIORATO Adam	PERRON Philippe TABURET Alison CASTELLAN Isabelle
DISP SIEGE/DSI		TOOTH Cyril	OUJEDI Chaker			SIBILLE Fyfy
DISP SIEGE/COMMUNICATION		RODDE Méline				
DISP SIEGE / COORDONNATEUR TRANSFORMATION ECOLOGIQUE		ESTAIS Vincent				ESTAIS Vincent
DISP SIEGE / DPPPR		DECHAUD Eddy	ESPASA Nathalie		SEGHIRANI Sabrina	BRANDT Laurent SEGHIRANI Sabrina
DISP SIEGE/DSO		FONDEVILLE Virginie	BOUREZ David	MININNO Laure-Anne FORTUNIER Christophe CHARRIAL Hervé MARTIN Alexandra	MININNO Laure-Anne	FAVRE Philippe DUCHEATEAU Aïlan BOTTEGA Alexandra

Annexe 2 : LISTE DES ORDONNATEURS SECONDAIRES SUBDELEGUES Art 2

Etablissement (centre de coût)	Subdélégation donnée au chef d'établissement (nom, prénom)	Subdélégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef d'établissement (nom, prénom)	Subdélégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint (nom, prénom, fonction)
DISP SIEGE/DRH	FANET Marie	NIANG Ndeye-Néné	HACHIM Yamina - cheffe de pôle GA/ paie
			LETOCART Nathalie - chargée de mission synthèse et pilotage des effectifs
			MAHMOUD Tamim - chef de l'unité de la gestion administrative et financière des personnels
			RABAHI-PICASSO Lina - cheffe du pôle transverse

Le 29 avril 2026

Le directeur interrégional des services pénitentiaires de Lyon,

Paul LOUCHOUARN

Annexe 3 : LISTE DES ORDONNATEURS SECONDAIRES SUBDELEGUES Art 5

Etablissement (centre de coût)	Subdélégation donnée au chef de département	Subdélégation donnée aux agents en l'absence du chef de Département pour les marchés à procédure adaptée et tous ses actes de passation et d'exécution.	Subdélégation donnée aux agents pour signer les actes qui ne créent pas de droits et n'engagent pas de dépense.	Subdélégation donnée aux agents habilités à certifier les services faits
DISP SIEGE/DAI	JAVOUHEY Kevin, chef de département	GOSSET Mélanie	DROUOT Aristide	
			REYNAUD Didier	
			DENOYELLE Bertrand	
			VIENNOT Guillaume	
			DI-PRIMA Salvatore	
		MASSABUAU Delphine	CHEVALLIER Hervé	
			DARSOULANT Marius	
		PENASA Camille	FESSIEUX Valérie	FESSIEUX Valérie
			BOVE François	
			JOLIVET François	
			MARTHELI Adeline	MARTHELI Adeline

Le 29 avril 2026

Le directeur interrégional des services pénitentiaires de Lyon,

Paul LOUCHOUARN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la santé, des familles, de
l'autonomie et des personnes
handicapées

Arrêté n°60 – 202 du 28 avril 2026

**portant nomination des membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie
de l'Ain**

La ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 211-2 ;

Vu les désignations formulées par les organisations et institutions habilitées ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 2026 portant délégation de signature (direction de la sécurité sociale) à Mme Cécile RUSSIER, cheffe de l'antenne et à M. Geoffrey HERY adjoint à la cheffe de l'antenne de Lyon de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale.

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Ain :

1° En tant que représentants des assurés sociaux :

Sur désignation de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) :

Titulaires :

- Madame Annick GELIN
- Monsieur Gilles VERNE

Suppléants :

- Madame Karina ATHANASE
- Monsieur Alain JOUAN

Sur désignation de la Confédération générale du travail (CGT) :

Titulaires :

- Madame Corinne JACQUET GARCIA
- Madame Nora KERZAZI

Suppléants :

- Monsieur Philippe AUDEMAR
- Madame Isabelle SADAK

Sur désignation de la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO) :

Titulaires :

- Madame Aurélie BOUZOMMITA
- Monsieur Frederic REFOUVELET

Suppléants :

- Monsieur Laurent CROST
- Madame Denise VALENCON

Sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) :

Titulaire :

- Monsieur Philippe GOUJON

Suppléant :

- Monsieur Sylvain BRUN

Sur désignation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) :

Titulaire :

- Madame Marie-Cécile BOZONNET

Suppléant :

- Monsieur Jean-Michel FREGEAC

2° En tant que représentants des employeurs :

Sur désignation du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires :

- Monsieur Olivier BROALY
- Monsieur Mathieu GRANGER
- Madame Anne PIRAT

- Madame Justine ROSSET

Suppléants :

- Monsieur Clément LOUY

- Poste vacant

- Poste vacant

- Poste vacant

Sur désignation de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME) :

Titulaires :

- Monsieur Franck FAIPOT

- Madame Françoise PERROUD-BOURGIN

- Poste vacant

Suppléants :

- Poste vacant

- Poste vacant

- Poste vacant

Sur désignation de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P) :

Titulaire :

- Madame Élodie FRANCA

Suppléant :

- Madame Sophie BUISSET

3° En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Sur désignation de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires :

- Madame Françoise CANARD

- Monsieur Christian CLAIRAC

Suppléants :

- Monsieur Christian JOSSERAND

- Madame Blandine LAFONT

4° En tant que représentants d'institutions intervenant dans les domaines de l'assurance maladie :

Sur désignation de la Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

Titulaire :

- Monsieur Mohsen ALLALI

Suppléant :

- Madame Sylvie BARVIDAT

Sur désignation de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) :

Titulaire :

- Monsieur Frédéric VIOT

Suppléant :

- Poste vacant

Sur désignation de l'Union Nationale des Associations Agréées du Système de Santé (UNAASS)

Titulaires :

- Madame Caroline BURY

- Madame Joëlle PARRY

Suppléants :

- Poste vacant

- Poste vacant

5° En tant que personne qualifiée dans le domaine d'activité de l'organisme :

Sur désignation de l'autorité compétente de l'État :

- Monsieur Sébastien PADILLAS

6° En tant que membre avec voix consultative :

Sur désignation du Conseil de la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI) Auvergne Rhône-Alpes :

- Madame Marianne LANOUX

Article 2

Le présent arrêté prendra effet le 29 avril 2026.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes et à celui du département de l'Ain.

Fait à Lyon, le 28 avril 2026

La ministre de la santé, des familles, de
l'autonomie et des personnes handicapées,

Pour la ministre et par délégation :

L'adjoint à la cheffe de l'antenne de Lyon de la
mission nationale de contrôle et d'audit des
organismes de sécurité sociale,

Geoffrey HÉRY